Éclairage

Histoire



Le Parti communiste français, 1920–1933

De ses origines socialistes au stalinisme

Denis Aler

les bons caractères lbc

Éclairage
Histoire

– n° 13 –

Le Parti communiste français, 1920-1933

De ses origines socialistes au stalinisme

Denis Aler

les bons caractères lbC
6, rue Florian – 93500 Pantin

© Les Bons caractères – 2016
Imprimé par IMS – 93500 Pantin
ISBN 978-2-915727-54-8
Dépôt légal 2e trimestre 2016

Introduction

Le Parti communiste français tel que nous le connaissons aujourd'hui n'est plus que l'ombre de ce qu'il a été. Pendant des dizaines d'années, ce parti a joué un rôle considérable dans la vie politique française. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, il était devenu le parti le plus important de France, électoralement et en nombre de militants présents dans les usines et les quartiers populaires. Mais la transformation révolutionnaire de la société n'était plus l'objectif de ses dirigeants depuis des années.

C'est donc en tant que parti réformiste que le Parti communiste a occupé une place importante sur l'échiquier politique français. Mais un parti réformiste avec des spécificités liées à ses origines et à son histoire. Ses dirigeants continuaient à se revendiquer de Marx, de Lénine et de la Révolution russe. Ils conservaient des liens forts avec les dirigeants de l'Union soviétique. Et surtout, le PCF devait son poids politique à l'influence qu'il exerçait sur la classe ouvrière. Il comptait alors des dizaines de milliers de militants ouvriers combatifs qui, tout en défendant la politique nationaliste et réformiste de leur parti, continuaient à entretenir au sein du monde du travail une certaine conscience de classe face à ses exploiteurs, défendant à leur façon l'idée que l'avenir n'appartenait pas au capitalisme, mais à une société communiste. Ces militants prenaient pour modèle une URSS idéalisée, mais qui faisait la preuve qu'une économie puissante pouvait se développer autrement que sur des bases capitalistes.

En voyant comment il s'est constitué et forgé pendant les premières années de son existence, on peut mieux comprendre pourquoi le Parti communiste resta en France longtemps le principal, voire le seul parti à attirer des femmes et des hommes qui voulaient changer la société, combattre les injustices, et même tout simplement défendre les intérêts quotidiens des travailleurs.

* * *

Lors de la création du Parti communiste, au lendemain de la Première Guerre mondiale et de la Révolution russe victorieuse, être communiste signifiait contester et combattre les frontières que la bourgeoisie dresse entre les peuples et pour le maintien desquelles des millions d'hommes étaient morts durant cette guerre. C'était combattre ceux qui, par leur politique chauvine, avaient contribué à envoyer les travailleurs s'entre-tuer sur les champs de bataille. C'était combattre pour l'émancipation de la classe ouvrière et de l'humanité entière. En se séparant des dirigeants socialistes les plus compromis dans la politique de soutien à la guerre, le Parti communiste se proposait d'être non pas un parti national parmi d'autres, mais une des sections d'un parti révolutionnaire mondial : l'Internationale communiste. Car pour les bolcheviks qui étaient les initiateurs de cette Internationale, la révolution d'octobre 1917 n'était que la première d'une marée qui devait renverser le capitalisme mondial.

Cet espoir n'était pas infondé car, la guerre à peine terminée, la contestation révolutionnaire s'était étendue à l'échelle de l'Europe.

La France ne fit pas exception. Dans le feu de la guerre, la classe ouvrière s'était politisée et radicalisée. Les grèves s'étaient multipliées et avaient vu l'éclosion d'une nouvelle génération de militants qui se revendiquaient de l'exemple russe. La bourgeoisie avait de sérieuses raisons de craindre pour sa domination, comme en

témoigne la haine que le patronat, le gouvernement, la presse, l'état-major, l'Église, mais aussi les représentants traditionnels du mouvement ouvrier vouaient aux bolcheviks.

Les réformistes qui étaient à la tête de la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière, le Parti socialiste d'alors) et de la CGT réussirent à canaliser et à contrôler les luttes de la classe ouvrière, mais ils ne réussirent pas à endiguer l'influence de l'Internationale communiste. Si, en France, l'opportunité que se constitue un parti communiste révolutionnaire s'est présentée, c'est bien dans cette période-là. La principale entrave à la formation d'un tel parti vint de l'évolution de l'Internationale communiste et de l'URSS. De force révolutionnaire, celle-ci, sous l'emprise croissante de la bureaucratie stalinienne, se mua en quelques années en fossoyeur des perspectives révolutionnaires.

Le drame est que ce retournement s'opéra sans que la plupart des militants communistes – et a fortiori les masses ouvrières – en aient conscience. Paradoxalement, en même temps que l'Internationale devenait l'instrument de la bureaucratie stalinienne, le Parti communiste continuait de se transformer en un parti présent dans la classe ouvrière, discipliné et centralisé, restant l'ennemi à abattre pour les tenants de l'ordre bourgeois, hantés par la peur de la révolution.

Devenu stalinien, le Parti communiste de France, inféodé aux dirigeants d'une bureaucratie soviétique conservatrice, continua malgré cela d'être l'expression de l'onde de choc que la Révolution russe avait provoquée au sein du mouvement ouvrier.

Première partie

Le contexte dans lequel s'est formé le Parti communiste français

Chapitre I[er]

Avant 1914

La création d'un Parti communiste en France fut rendue possible par la situation politique créée par la Première Guerre mondiale et la Révolution russe victorieuse.

Avant 1914, le mouvement ouvrier dominé par la SFIO et la CGT

À la veille de la Première Guerre mondiale, la France comptait un peu plus de 40 millions d'habitants. Le pays était encore majoritairement rural, mais connaissait un développement industriel rapide profitant à quelques centaines de familles bourgeoises. Ces dynasties industrielles et financières bâtissaient leur fortune sur l'exploitation d'une classe ouvrière qui formait alors le tiers de la population active. Plus de la moitié des ouvriers était concentrée dans des entreprises de plus de 100 salariés, véritables bagnes où ils étaient forcés de travailler six jours par semaine, onze heures par jour, voire plus. La nécessité de résister à l'exploitation conduisait les travailleurs à mener des grèves souvent violentes et favorisait l'essor d'un mouvement ouvrier organisé.

Avant même que naisse le Parti communiste, la conscience d'appartenir à une classe sociale aux intérêts fondamentalement opposés à ceux du patronat était déjà fortement présente au sein de la classe ouvrière. Elle comptait nombre de militants combatifs,

convaincus de la nécessité de renverser l'ordre bourgeois, mais sans voir clairement la façon d'y parvenir.

Les principales organisations du mouvement ouvrier étaient, sur le plan politique, la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) et, sur le plan syndical, la CGT.

Créée en 1905, après l'unification des différentes tendances se réclamant en France du socialisme, la SFIO était une section de l'Internationale socialiste (qui resta dans l'histoire sous le nom de Deuxième Internationale). Cette dernière organisait alors près de trois millions et demi d'adhérents dans le monde.

Outre Jean Jaurès, fondateur du journal *L'Humanité*, le blanquiste Édouard Vaillant et les marxistes Jules Guesde et Paul Lafargue étaient, en France, quelques-uns des dirigeants les plus connus de la SFIO.

À partir de son congrès de fondation, la SFIO connut une progression régulière de son nombre d'adhérents et d'électeurs. En 1914, elle revendiquait 72 800 adhérents, soit presque trois fois plus qu'en 1905. Ses fédérations étaient implantées dans presque tous les départements. En 1912, avec 80 000 exemplaires quotidiens, *L'Humanité* était un des journaux les plus lus dans les milieux populaires. Aux élections législatives d'avril-mai 1914, la SFIO recueillit presque un million et demi de voix, soit 16,97 % des votants. C'était moins que le principal parti de gauche d'alors, le Parti radical (32,61 %), mais c'était plus qu'en 1910 (13,23 %) et en 1906 (9,06 %). La SFIO disposait d'un groupe parlementaire de 102 députés. Elle comptait par ailleurs environ 3 800 élus municipaux et gérait de nombreuses municipalités, parmi lesquels Nîmes, Calais, Montluçon.

La SFIO rassemblait des ouvriers, des employés, des artisans, des instituteurs, des paysans. Populaire par sa base, la SFIO restait

dominée par des notables (avocats, professeurs, journalistes) qui ne voyaient de salut pour les travailleurs que dans les élections, et étaient fortement attirés par des alliances électorales avec des partis bourgeois, voire par la participation gouvernementale, comme entre 1899 et 1902, quand le socialiste Alexandre Millerand accepta le poste de ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes dans un gouvernement où figurait entre autres le général Galliffet, « le fusilleur de la Commune ». De ce fait, nombre de militants ouvriers se tenaient à l'écart du Parti socialiste, choisissant d'adhérer à la CGT, syndicat qui se revendiquait alors du syndicalisme révolutionnaire.

Créée en 1895 avec pour objectif de regrouper les militants ouvriers, toutes corporations confondues, la CGT comptait 240 000 adhérents en 1914. Son programme, ses principes et ses références avaient été formulés dans une résolution connue sous le nom de charte d'Amiens, adoptée en 1906 lors du congrès qui s'était tenu dans cette ville. Elle précisait que pour la CGT la lutte syndicale ne se limitait pas à la lutte pour des revendications immédiates : « *Cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste* » et « *préconise comme moyen d'action la grève générale* ».

Par ses objectifs révolutionnaires, la CGT était de fait un syndicat politisé. Cependant ses dirigeants entendaient se démarquer des partis politiques, y compris le parti socialiste SFIO, considérant le syndicalisme révolutionnaire comme seul capable de conduire le prolétariat à son émancipation définitive.

Dans la conception des dirigeants de la CGT d'alors, l'ouvrier qui adhérait à la CGT était libre de participer, « *en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception*

philosophique ou politique». Mais elle lui demandait, «*en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors*».

1914 : les dirigeants de la SFIO et de la CGT se rallient à l'union sacrée

La SFIO et la CGT, chacune à sa manière, avaient contribué au développement de la conscience politique de la classe ouvrière. Et au moment où se précisait la menace d'une guerre mondiale, le mouvement ouvrier, tant socialiste que syndicaliste révolutionnaire, semblait s'y opposer de toutes ses forces.

En 1907, le congrès de Stuttgart de l'Internationale socialiste avait adopté l'amendement suivant, proposé par Lénine et Rosa Luxemburg, et qui sera repris en 1912 au congrès de Bâle : «*Au cas où la guerre éclaterait,* […] *les socialistes ont le devoir* […] *d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste.*»

Quant à la CGT, en 1912, elle précisait en ces termes ses intentions : «*En cas d'aventure guerrière, le devoir de tout travailleur est de ne pas répondre à l'ordre d'appel et de rejoindre son organisation de classe pour y mener la lutte contre ses seuls adversaires : les capitalistes.*»

Mais à l'heure décisive, tout allait basculer.

Le 1er août 1914, quelques heures après l'Allemagne, la France décrétait la mobilisation générale. Le 4 août, Raymond Poincaré, président de la République, appelait les députés à réaliser l'union sacrée pour la défense de la patrie. Les crédits de guerre furent votés à l'Assemblée, à l'unanimité, députés du Parti socialiste compris !

Les dirigeants de la CGT emboîtèrent le pas. Aux obsèques de Jaurès, assassiné par un militant nationaliste le 31 juillet 1914, le secrétaire général de la CGT, Léon Jouhaux, « *répond présent à l'ordre de mobilisation... Acculés à la lutte, nous nous levons pour repousser l'envahisseur, pour sauvegarder le patrimoine de la civilisation et d'idéologie généreuse que nous a légué l'Histoire.* »

À la SFIO, les tendances jauressiste, marxiste, blanquiste se fondirent dans un même courant patriotique. La guerre avait réalisé l'unité du mouvement ouvrier… mais à la remorque de la bourgeoisie. Et pour que la caution des dirigeants de la SFIO à la guerre fût totale, trois d'entre eux, Jules Guesde, Marcel Sembat, puis Albert Thomas un an plus tard, entrèrent au gouvernement.

Ce revirement se produisait presque partout dans l'Internationale socialiste. Le Parti social-démocrate allemand, le parti le plus puissant d'Allemagne avec plus de 34 % des voix aux élections de 1912, clé de voûte de cette Internationale, fut un des éléments déterminants de cette capitulation quasi générale, à l'exception de la fraction bolchevique du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, le POSDR, et du petit Parti social-démocrate serbe.

Ce reniement des dirigeants socialistes et syndicalistes n'était pas dû qu'à des comportements individuels. La déclaration de guerre ne fit que révéler le réformisme latent qui dominait à la direction de ces organisations.

Chapitre II

La Première Guerre mondiale

La flamme internationaliste entretenue par une poignée de militants

La capitulation des dirigeants laissa les militants désarmés. Des deux côtés du Rhin, parmi les militants connus, peu maintinrent levé le drapeau de l'internationalisme prolétarien.

En Allemagne, les internationalistes formèrent en 1916 au sein du Parti social-démocrate un noyau révolutionnaire marxiste, la Ligue spartakiste. Ses principaux représentants étaient Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Clara Zetkin et Franz Mehring.

À la direction du Parti socialiste français, il n'y eut pas une opposition comparable à celle du parti allemand.

Au sein de la CGT cependant, une petite minorité opposée à l'union sacrée et restée fidèle à l'internationalisme se rassembla autour des animateurs du journal *La Vie ouvrière*, dont Pierre Monatte, Alfred Rosmer, Alfonse Merrheim, secrétaire de la fédération de la métallurgie. Les locaux de *La Vie ouvrière* devinrent un pôle de discussion et de propagande contre la guerre, où se rencontraient ceux qui refusaient la capitulation des directions ouvrières et leur ralliement à la guerre impérialiste.

Du 5 au 8 septembre 1915 se tint à Zimmerwald, en Suisse, une conférence qui réunit trente-huit militants socialistes ou

syndicalistes venus de douze pays d'Europe, dont la France, en opposition avec les partis officiels qui soutenaient la participation à la guerre de leurs pays respectifs. La conférence appelait à l'union des travailleurs de tous les pays dans la lutte pour une « paix sans annexions ni indemnités de guerre ».

C'est suite à cette conférence qu'en France fut créé le CRRI (Comité pour la reprise des relations internationales) dans le but de développer l'opposition internationaliste dans le mouvement ouvrier. Le CRII regroupait des syndicalistes qui souhaitaient redonner une orientation révolutionnaire à la CGT. À la SFIO, le principal porte-parole des zimmerwaldiens fut l'instituteur Fernand Loriot (1870-1932), militant syndical et socialiste de longue date qui, après avoir été entraîné par le courant patriotique, milita à partir de 1915 sur des positions internationalistes.

Au front et dans les usines : une nouvelle génération militante

À l'arrière du front la situation changeait. Les dirigeants réformistes ne réussissaient plus à empêcher les luttes. En 1916, des grèves locales éclatèrent, concernant les conditions de travail et les salaires. La contestation ouvrière se développa tout au long de l'année 1917. Le nombre de grèves doubla par rapport à l'année précédente. Le 1er mai 1917, un meeting organisé par le CRRI rassembla plusieurs milliers de travailleurs. À côté des revendications économiques apparurent des slogans hostiles à la guerre, parmi lesquels : « *Les patrons au front, nos poilus reviendront.* »

La contestation ouvrière trouvait un écho dans les tranchées. Monatte, alors au front, témoignait du réconfort des soldats « *de constater que la classe ouvrière ne nous oubliait pas complètement, qu'elle ne se foutait pas de notre martyre, qu'elle n'était pas tout à*

fait soûle du vin empoisonné du chauvinisme, de bêtise et de haine que lui faisaient verser les Maîtres par leurs larbins de la presse, de la politique, du faux socialisme, du faux syndicalisme ».

Les soldats osaient de plus en plus braver l'autorité de leur commandement. D'avril à juin 1917, 68 divisions sur les 110 mobilisées furent touchées par des mutineries ; certains mutins défilèrent en brandissant des drapeaux rouges, en chantant l'*Internationale* et en criant « Vive la paix ! »

La combativité de la classe ouvrière se traduisait par une remontée du nombre des syndiqués. Tombés à 41 000 en 1915, les effectifs de la CGT remontèrent à 240 000 en 1917. Une nouvelle génération de militants ouvriers était en train de naître, qui se montrait sensible aux discours de la minorité révolutionnaire prônant la lutte des classes et la rupture avec la politique d'union sacrée.

La SFIO aussi connaissait des changements. En décembre 1915, le congrès de la SFIO approuvait encore à la quasi-unanimité la politique de soutien à la défense nationale. Mais au congrès de décembre 1916, les partisans de l'union sacrée, conduits par Pierre Renaudel, alors directeur de *L'Humanité*, ne recueillaient plus que 54 % des voix. L'hostilité de plus en plus marquée de la base de la SFIO à la guerre avait amené une partie des dirigeants de la SFIO à se démarquer de Renaudel en présentant une motion pacifiste qui recueillit, lors de ce congrès, 38 % des voix. Cette nouvelle tendance était animée par Jean Longuet qui, dans son journal *Le Populaire*, créé le 1er mai 1916, dénonçait le bourrage de crâne patriotique et sommait le gouvernement d'accepter les propositions de paix, d'où qu'elles viennent. Ce courant, auquel appartenaient Ludovic-Oscar Frossard, Marcel Cachin et d'autres, qui allaient devenir les premiers dirigeants du Parti communiste français, n'avait cependant rien de révolutionnaire. Refusant d'assumer pleinement une

politique guerrière de plus en plus impopulaire, ces politiciens étaient cependant incapables de rompre avec la bourgeoisie. Aussi, tout en réclamant la paix, ils continuaient de voter les crédits de guerre ! Fernand Loriot, refusant de mêler ses voix à celle des longuettistes, présenta une motion internationaliste qui obtint 233 voix, soit 8 %.

C'est dans ce climat de contestation que parvinrent en France les échos de la Révolution russe de 1917.

Chapitre III

La Révolution russe

En France, une explosion ouvrière marquée par la Révolution russe

Après avoir amené la chute du tsarisme, la Révolution russe vit l'éclosion d'un régime nouveau, le pouvoir des soviets (conseils en russe) ouvriers et paysans, avec à sa tête le Parti bolchevique de Lénine. Ce pouvoir s'adressait aux peuples des pays en guerre par-dessus la tête de leurs gouvernants, leur proposant une paix immédiate, sans annexions ni indemnités.

D'emblée le gouvernement des soviets inspira une crainte mortelle aux classes possédantes. La presse des pays capitalistes rivalisait de mensonges et de calomnies sur les bolcheviks. La presse socialiste n'était pas en reste : *L'Humanité* ne voyait dans la révolution d'Octobre qu'un « *complot militaire exécuté par les prétoriens bolchevistes de la garnison désœuvrée, débauchée et pourrie de Petrograd (Saint-Pétersbourg).* » À la SFIO, les dirigeants de la tendance Longuet étaient aussi virulents que ceux de la majorité de Renaudel pour condamner le pouvoir des soviets.

Mais les gouvernements bourgeois ne parvinrent pas à étouffer les espoirs que la Révolution russe avait suscités. Pendant les années qui suivirent la guerre, les pays que celle-ci avait dévastés furent presque tous secoués par une vague révolutionnaire.

Dans des pays d'Europe centrale, cette vague donna naissance à des conseils de soldats et d'ouvriers, sur le modèle des soviets russes. Ce fut le cas notamment en Hongrie, en Roumanie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Allemagne. Dans d'autres pays, comme la France, l'Angleterre ou l'Italie, elle prit la forme de grèves. Elle eut des répercussions même aux États-Unis et dans des pays neutres lors de ce premier conflit mondial, comme la Suisse ou l'Espagne.

Après la signature de l'armistice avec l'Allemagne le 11 novembre 1918, plus de 200 000 soldats français furent maintenus sous les drapeaux pour occuper la Rhénanie. Des troupes furent envoyées en Orient afin, selon les mots d'un général, de « *réaliser l'encerclement du bolchevisme et en provoquer la chute* ». Mais ces expéditions suscitèrent des mutineries et accrurent le prestige de la Révolution russe parmi les classes populaires. « *Plus les journaux, les hommes politiques, les généraux et les personnalités de l'Église condamnent Lénine, Trotsky, les bolcheviks et les soviets, plus le petit peuple devient curieux et plus il se méfie des diverses expéditions françaises contre l'Armée rouge, au Caucase, dans la mer Noire et en soutien à la Pologne. La mutinerie des marins de la mer Noire envoyés contre les soviets devient une cause célèbre*[1]*. Le syndicat des dockers demande à ses membres de refuser de charger des munitions et provisions pour la Pologne et autres destinations suspectes*[2]*.* » Les militants qui animèrent les grandes grèves de 1919 et 1920 exhortaient les masses ouvrières à suivre l'exemple du prolétariat russe.

Dès janvier 1919, des grèves éclatèrent dans les transports publics et chez les cheminots. En mars, l'agitation gagna les fonctionnaires. Georges Clemenceau, président du Conseil depuis

[1] André Marty, officier-mécanicien sur le torpilleur *Protet*, et Charles Tillon, quartier-maître sur le *Guichen*, tentèrent au mois d'avril 1919 de s'emparer de leurs bâtiments envoyés contre la Russie soviétique. Marty et Tillon devinrent des dirigeants du Parti communiste en France.

[2] John Barzmann (voir bibliographie).

novembre 1917, fit voter le 23 avril 1919 par le Parlement l'adoption de la journée de 8 heures, dans le but de contenir l'explosion sociale.

Mais cela n'arrêta pas la vague de grèves. En juin, 160 000 métallos se mirent en grève dans le département de la Seine[3]. Ils furent rejoints par 90 % des employés du métro et 80 000 ouvriers de la chimie. Toutes les communes industrielles de la région parisienne connurent des manifestations et des meetings amples, combatifs, avec une tonalité très radicale. Les orateurs qui évoquaient la défense du régime des soviets et le renversement de la bourgeoisie étaient certains d'être ovationnés.

Mais encore une fois, les appareils réformistes vinrent au secours des classes possédantes. Quand les métallos tentèrent d'étendre la grève au-delà de la région parisienne, ils se heurtèrent à l'inertie de leurs dirigeants syndicaux.

La nécessité de rompre avec les dirigeants réformistes était d'une actualité brûlante.

Le besoin d'une direction révolutionnaire

Commentant ces événements, Léon Trotsky écrivait en 1919 : « *Ces grèves spontanées qui tendent à se transformer en initiatives révolutionnaires ne peuvent mener à la victoire sans l'existence d'une organisation révolutionnaire authentique qui ne mente pas aux travailleurs, qui ne les trompe pas, qui ne les enferme pas dans les cloaques du parlementarisme ou de la collaboration de classes, mais les conduise, sans dévier d'un pouce, vers le but final.* »

Pour hâter la formation de telles organisations, l'Internationale communiste, en mars 1919, fut créée à l'initiative du Parti bolchevique.

[3] Département qui incluait jusqu'au 1er janvier 1968 Paris et la majeure partie des Hauts-de-Seine, du Val-de-Marne et de la Seine-Saint-Denis.

La France connaissait alors une situation exceptionnelle qui rendait possible la création d'un tel parti. La mobilisation ouvrière s'accompagnait d'une explosion des effectifs de la CGT. La centrale syndicale enregistrait déjà 500 000 syndiqués en 1918. Ses effectifs atteignirent 850 000 au moment de la grève des métallos, puis plus de 1,6 million en mai 1920. La plupart des animateurs des grèves de cette période faisaient partie de la minorité révolutionnaire, laquelle, sous l'impulsion de Pierre Monatte, s'était structurée en avril 1919 en Comités syndicalistes révolutionnaire (CSR). Monatte affirmait que les ouvriers russes, en s'emparant du pouvoir, avaient montré la voie aux travailleurs du monde entier. Le congrès de la CGT, qui eut lieu en septembre 1919 à Lyon, confirma l'influence grandissante des CSR, qui obtinrent 588 voix contre 1 393 pour Jouhaux, lequel, après avoir soutenu la politique d'union sacrée, affirmait que la révolution sociale n'était pas à l'ordre du jour.

La SFIO connaissait elle aussi un semblable développement. Tombés à moins de 24 000 en 1916, ses effectifs remontaient à 57 000 en 1919. En juillet 1918, la tendance Longuet était devenue majoritaire. Frossard était le nouveau secrétaire général, et Marcel Cachin[4] le nouveau directeur de *L'Humanité*. La mise en minorité de dirigeants dont le nom était associé à l'union sacrée laissait l'impression aux militants que le parti avait repris le chemin du socialisme. Mais c'était une illusion. Les nouveaux dirigeants de la SFIO mettaient leur crédit au service de Jouhaux. Par exemple, au lendemain de la grève générale avortée du 16 juin 1919, au moment

[4] Marcel Cachin (1869-1958). Professeur de philosophie, puis dirigeant de la SFIO. Partisan de l'union sacrée. Violemment hostile à la révolution d'Octobre qu'il présenta comme un « *immense malheur qui accable la Russie* », il prit néanmoins, avec L.-O. Frossard, l'initiative de l'adhésion à la Troisième Internationale. En 1923, après la rupture de Frossard, il fit le choix de rester au PC et devint un instrument docile de la bureaucratie stalinienne. Directeur de *L'Humanité* de 1918 à 1958.

où la contestation de la politique de Jouhaux était la plus forte, *L'Humanité* ouvrait complaisamment ses colonnes aux dirigeants cégétistes qui accusaient la minorité révolutionnaire de faire le jeu du patronat en portant atteinte à l'unité syndicale. D'autre part, les leaders socialistes assénaient que la France n'était pas la Russie et qu'il y avait d'autres moyens que la grève insurrectionnelle pour parvenir au socialisme. Ils visaient surtout la victoire de la SFIO aux élections législatives de novembre 1919 !

L'élan vers la Troisième Internationale

En France, en mai 1919, le CRRI (Comité pour la reprise des relations internationales), qui s'était créé dans la foulée de la conférence de Zimmerwald, se transforma en Comité pour la Troisième Internationale.

Au sein de la SFIO, le mouvement en faveur de l'Internationale communiste prenait de l'ampleur. À son congrès de février 1920, pour ne pas se couper d'une base évoluant de plus en plus vers la gauche, Frossard fit voter la décision de quitter la Deuxième Internationale et d'« *entrer sans délai en négociation avec les organismes qualifiés de la Troisième Internationale* ». Une motion défendue par Fernand Loriot « pour l'adhésion à la Troisième Internationale » obtint 19 % des voix.

Quelques semaines plus tard, au sein de la CGT, la puissante fédération des cheminots passait sous la direction de la tendance révolutionnaire dirigée par Gaston Monmousseau. Elle appela le 2 mai 1920 à la grève avec pour principale revendication la nationalisation des chemins de fer, dont une grande partie était alors aux mains de banquiers, tels les Rothschild ou Pereire. Les cheminots espéraient étendre la grève aux autres corporations, comptant sur les promesses de la direction confédérale, qui une fois encore

restèrent lettre morte. En revanche, l'appareil d'État ne resta pas inactif. Souvarine, Monatte et Loriot, dirigeants du Comité pour la Troisième Internationale, furent internés à la Santé. Des milliers de participants à la grève furent révoqués. Les 250 000 cheminots en grève restèrent isolés et finirent par reprendre le travail après trois semaines de lutte. Rosmer commentait : « *Une grève de cheminots mal engagée avait fourni au gouvernement le prétexte qu'il cherchait pour mettre en prison les militants socialistes et syndicalistes défenseurs de la révolution d'Octobre.* »

Cette défaite marqua le début du reflux du mouvement ouvrier en France. Mais elle ne stoppa pas l'évolution des militants les plus déterminés vers le communisme. À la SFIO, qui comptait désormais 180 000 adhérents, le mouvement vers la Troisième Internationale devint irrésistible.

Deuxième partie

Un parti né sous le signe de la Révolution russe

Chapitre Ier

1921-1922. Les débuts du PC français

Le ralliement de Frossard et Cachin à la Troisième Internationale

La Révolution russe était devenue la référence pour les militants révolutionnaires du monde entier. Mais dans aucun autre pays que la Russie il n'existait l'équivalent du Parti bolchevique. Le deuxième congrès de l'Internationale communiste (Saint-Pétersbourg, 17 juillet – 7 août 1920) réunissait 217 délégués venant de 37 pays différents. Une brochure (*Le gauchisme, maladie infantile du communisme*) fut remise à tous les participants, dans laquelle Lénine expliquait pourquoi, de tous les partis de la Deuxième Internationale, le Parti bolchevique s'était révélé être le seul doté d'une véritable trempe révolutionnaire : « *Le bolchevisme* [...] *a vécu une histoire pratique de quinze années (1903-1917) qui, pour la richesse de l'expérience, n'a pas d'égale au monde. Aucun autre pays durant ces quinze années n'a connu, même approximativement, une vie aussi intense quant à l'expérience révolutionnaire, à la rapidité avec laquelle se sont succédé les formes diverses du mouvement, légal ou illégal, pacifique ou orageux, clandestin ou avéré, cercles ou mouvement de masse, parlementaire ou terroriste. Aucun autre pays n'a connu*

dans un intervalle de temps aussi court une si riche concentration de formes, de nuances, de méthodes, dans la lutte de toutes les classes de la société contemporaine, lutte qui, par suite du retard du pays et du joug tsariste écrasant, mûrissait particulièrement vite et s'assimilait avec avidité et utilement le "dernier mot" de l'expérience politique de l'Amérique et de l'Europe. »

Le Parti bolchevique était le seul capable de transmettre cette expérience aux partis et groupes qui adhéraient à la nouvelle Internationale. Et de plus, du fait de la victoire de la Révolution russe, il bénéficiait de l'autorité indispensable pour se faire entendre.

Les participants à ce congrès venaient de divers horizons. Beaucoup étaient issus des partis socialistes, mais il y avait aussi des anarchistes, des syndicalistes révolutionnaires. Alfred Rosmer, qui participa au congrès, témoigna dans son ouvrage *Moscou sous Lénine* (1953) de l'enthousiasme des délégués, de leur « *attachement absolu à la révolution et au communisme naissant* ». Mais, écrivait-il, « *rares cependant étaient ceux qui arrivaient tout préparés à approuver en tout point les thèses qui leur étaient soumises. Certains délégués qui s'imaginaient être déjà en plein accord avec elles étaient souvent ceux qui en étaient le plus éloignés.* »

À côté de ces révolutionnaires, il y avait parmi les délégués des opportunistes qui, pour rester à la direction de leur parti, composaient avec la popularité de l'Internationale communiste, en espérant que l'engouement de leurs troupes pour le communisme n'était qu'une mode. Frossard et Cachin étaient de ceux-là.

Pour se prémunir de tels éléments, les dirigeants de l'IC établirent une liste de 21 conditions. Les partis souhaitant adhérer devaient « *reconnaître la nécessité d'une rupture complète et définitive* » avec le réformisme et la politique des centristes, ces éléments « *constamment oscillants, incapables de suivre une ligne directrice déterminée*

et agissant parfois en véritables traîtres ». Les politiciens professionnels, les carriéristes, devaient être écartés des postes « *impliquant tant soit peu de responsabilités* » et remplacés par des militants communistes totalement dévoués à la classe ouvrière. Il s'agissait de rompre avec les comportements individualistes propres aux petits-bourgeois qui dominaient les partis de la Deuxième Internationale. Les organisations adhérentes ne devaient pas simplement se dire d'accord en paroles avec l'Internationale communiste, mais mettre réellement en œuvre une politique révolutionnaire. Les partis communistes devaient être des organisations de combat organisées selon le principe du centralisme démocratique, formule qui impliquait une liberté totale de discussion, mais aussi que la politique décidée par la majorité soit appliquée par tous les membres du parti.

* * *

Bien que ces conditions fussent contradictoires avec leurs conceptions, leurs traditions et leurs perspectives politiques, Cachin et Frossard les votèrent. Frossard avoua quelques années plus tard ne jamais avoir pris au sérieux les 21 conditions.

Les dirigeants russes n'étaient pas dupes. Mais le ralliement de ces représentants français à l'Internationale leur permettait de se faire écouter des dizaines de milliers de militants qui avaient afflué vers la SFIO. Dès le 26 juillet 1920, le comité exécutif (l'organe dirigeant de l'Internationale communiste) s'adressait aux socialistes français dans une lettre où il exposait sans ambiguïté ses appréciations du rôle de la bourgeoisie française et de l'attitude des dirigeants du mouvement ouvrier français. « *La bourgeoisie française a toujours joué et joue encore le principal rôle dans l'organisation de la guerre de brigandage contre la Russie soviétique. La bourgeoisie française joue le rôle du plus infâme bourreau dans les Balkans.*

Enfin, la bourgeoisie française a assumé la principale "tâche" dans l'étouffement de la révolution prolétarienne qui se développe en Allemagne. » Cette situation imposait aux militants socialistes français des responsabilités particulières, ajoutait l'IC. La tâche de l'heure était de constituer en France une force politique à même de neutraliser l'offensive réactionnaire de la bourgeoisie française, qui continuait de bénéficier du soutien total des dirigeants du mouvement ouvrier. « *Ces chefs n'ont pas seulement voté les crédits de guerre, mais encore ils ont mis au service de la bourgeoisie impérialiste toute la presse et tout l'appareil du parti. Ces chefs du Parti socialiste français ont empoisonné l'âme du soldat et de l'ouvrier. Ils ont aidé la bourgeoisie impérialiste à soulever dans tout le pays une vague boueuse d'abject chauvinisme. Ils ont aidé la bourgeoisie à instituer dans les fabriques et les usines un régime despotique et à annuler les lois les plus modérées pour la défense du travail. Ils ont pris la responsabilité entière de la tuerie impérialiste. Ils ont pris place dans le gouvernement bourgeois. Ils ont exécuté les plus méprisables commissions des meneurs de l'Entente. Quand la révolution éclata en Russie, en février 1917, Albert Thomas, au nom du parti français, fut envoyé chez nous par les impérialistes français pour persuader les ouvriers et les soldats russes de la nécessité de continuer la tuerie impérialiste.* » Pour les dirigeants de l'Internationale communiste, les « centristes » qui détenaient la direction de la SFIO n'étaient guère différents de leurs prédécesseurs : « *Albert Thomas, Renaudel, Jouhaux et consorts continuent encore comme à l'heure actuelle à jouer le rôle odieux des valets de la bourgeoisie. Dans vos rangs, non seulement les social-patriotes avérés, mais encore beaucoup d'autres représentants du "centre", Longuet et autres, continuent jusqu'à présent à affirmer que la guerre impérialiste et de brigandage de 1914-1918 a été pour la France une guerre de défense nationale.* »

Le congrès de Tours (décembre 1920)

L'adhésion à l'Internationale communiste fut l'enjeu du 18e congrès de la SFIO qui se tint à Tours du 25 au 31 décembre 1920. Le fait que Marcel Cachin et Ludovic-Oscar Frossard se déclarèrent partisans de l'adhésion sans réserve à l'Internationale communiste fit que cette adhésion apparut comme une formalité. La motion Cachin-Frossard d'adhésion à la Troisième Internationale fut en effet adoptée à une forte majorité : 67,8 % contre 21,6 % pour la motion Faure/Longuet prônant l'unité entre la Deuxième et la Troisième Internationale.

Le 30 décembre 1920, le Parti communiste (section française de l'Internationale communiste - SFIC) était né. Dans le même temps, la SFIO se reconstituait autour du Comité de résistance socialiste de Léon Blum.

Le nouveau Parti communiste comptait 130 000 adhérents et quelque 150 000 à 200 000 sympathisants. Il conservait le quotidien *L'Humanité* qui tirait alors à 200 000 exemplaires, ainsi que cinq autres quotidiens et plus de quarante hebdomadaires.

La majorité des élus et des parlementaires (53 députés sur 68) étaient restés à la SFIO qui ne comptait alors que 50 000 adhérents.

Issu de la SFIO, le Parti communiste restait pour une grande part hétérogène dans sa composition sociale, avec quelques îlots ouvriers, dont la fédération de la Seine (15 000 adhérents) et celle du Nord (11 500), qui étaient les deux principales fédérations du parti. Venaient ensuite celles du Pas-de-Calais, de la Seine-et-Oise (5 000) et du Bas-Rhin (4 500). La base militante était profondément renouvelée par l'afflux des jeunes que la guerre avait éveillés à la politique. Mais l'organisation du nouveau parti, son fonctionnement et la quasi-totalité de ses dirigeants étaient ceux de l'ancien Parti socialiste.

Comme l'écrivit Léon Trotsky en 1922, si « *la scission de Tours fixa la ligne de partage fondamentale entre le réformisme et le communisme, c'est un fait absolument indiscutable que le Parti communiste qui a surgi de cette scission a conservé, dans certaines de ses parties, la survivance du parti réformiste et parlementaire dont il peut se débarrasser et dont il se débarrassera par des efforts intérieurs en prenant part à la lutte de masse* ».

La scission du congrès de Tours n'était pas l'aboutissement de la lutte pour un parti révolutionnaire en France, elle n'en était que le début.

De fait, le comité directeur de ce parti, qui n'avait encore de communiste que le nom, était partagé en trois tendances qu'il avait héritées de l'ancien Parti socialiste : une gauche, un centre et une droite.

Malgré le départ de Longuet, les partisans de l'unité des deux Internationales n'avaient pas disparu. Ils n'allaient pas tarder à exprimer ouvertement leur défiance vis-à-vis des bolcheviks, y compris dans la presse bourgeoise. C'étaient eux désormais qui formaient la droite du parti.

Le centre, la tendance de Frossard et Cachin, regroupait la plupart des 32 membres du comité directeur. Cette tendance représentait les éléments du passé parlementaire et réformiste au sein du nouveau parti, tous prêts, pour ne pas en perdre la direction dans un contexte de poussée à gauche de l'avant-garde prolétarienne, à s'assimiler le langage de l'Internationale communiste et à accepter sans broncher les 21 conditions, à la seule condition que rien ne change. Ses représentants conservaient, du moins pour un temps, la confiance des militants qui croyaient à la sincérité de leur évolution vers le communisme.

La gauche était composée d'hommes et de femmes se rangeant aux côtés des bolcheviks. Les principales personnalités en étaient Souvarine, Rosmer, Loriot, Dunois, Albert Treint. La plupart de ces hommes étaient des internationalistes de la première heure et les principaux animateurs de l'opposition révolutionnaire durant la guerre au sein de la SFIO. Mais, du fait que c'était le centre qui avait été à l'initiative de l'adhésion à l'Internationale communiste, cette gauche, tournée vers la Révolution russe, restait très minoritaire au sein du nouveau parti.

Comment les dirigeants de l'IC entendaient transformer le PC français

L'adhésion à l'Internationale communiste ne pouvait suffire. D'ailleurs, durant les premiers mois de son existence, rien ou presque ne changea dans le fonctionnement du parti. Ce nouveau parti était cependant l'expression d'un potentiel révolutionnaire incontestable. Les dirigeants de l'IC ne se faisaient pas d'illusions sur la possibilité de changer des politiciens et des journalistes carriéristes en dirigeants révolutionnaires. Mais l'adhésion de ces opportunistes à l'Internationale communiste était le reflet de l'existence d'un courant puissant vers la révolution et vers le communisme.

De plus, le PC ne regroupait alors qu'une fraction des partisans de la Révolution russe. L'essentiel se trouvait au sein de la CGT, dans les Comités syndicalistes révolutionnaires (CSR). Mais leur secrétaire général, Pierre Monatte, concevait son action uniquement dans le cadre du syndicalisme.

Il fallait convaincre ces militants de rejoindre le Parti communiste. Jules Humbert-Droz, qui fut le représentant de l'IC en France lors des premières années du PC, écrivait : « *Nous attachions une*

grande importance à ce secteur de la classe ouvrière française. Nous pensions que les militants syndicaux apporteraient au jeune Parti communiste un sang nouveau, une mentalité prolétarienne étrangère aux intrigues et aux compromis politiques. »

Cela ne pouvait pas se faire d'un coup. Dans leur démarche, les dirigeants de l'IC allaient se heurter non seulement à la résistance des politiciens centristes et des bureaucrates syndicaux, mais aussi aux préjugés antipartis et antipolitiques issus des traditions du syndicalisme révolutionnaire.

« L'indépendance du mouvement syndical », drapeau des ennemis du communisme

Après l'échec de la grève des cheminots de mai 1920, les effectifs de la CGT diminuaient, mais les militants de base exprimaient de plus en plus clairement leur défiance envers la direction confédérale. Les débats très vifs entre réformistes et révolutionnaires évoluaient vers ces derniers. Au congrès de Lille, en juillet 1921, les Comités syndicalistes révolutionnaires disposaient de 1 350 mandats, soit presque autant que les partisans de Jouhaux qui restaient majoritaires avec 1 570 mandats.

S'appuyant sur l'exemple de la Révolution russe, les CSR réclamaient une orientation clairement lutte de classe et un internationalisme qui ne soit pas de façade. Un des sujets d'affrontement concernait l'organisation internationale à laquelle la CGT devait adhérer.

Il existait en effet, avant la guerre de 1914, une Fédération syndicale internationale (FSI), regroupant 7 400 000 syndiqués répartis dans 19 confédérations nationales, dont la CGT. Ce qui n'avait pas empêché les dirigeants de ces confédérations membres de cette FSI,

à l'instar de ceux de la plupart des partis socialistes, d'emboîter le pas de leurs gouvernements respectifs pendant la guerre.

La FSI fut recréée en 1919 par ceux-là mêmes qui avaient tourné le dos à l'internationalisme en 1914. Dirigée par Jouhaux et quelques hommes du même acabit, la FSI, dite aussi Internationale d'Amsterdam, était ouvertement réformiste. Pour faire pièce, une Internationale syndicale rouge fut créée en 1921 sous l'impulsion du troisième congrès de l'Internationale communiste (22 juin – 12 juillet 1921). L'Internationale syndicale rouge (ISR) comptait chaque jour de nouveaux partisans à travers le monde et, bien sûr, au sein de la CGT en France.

Toutefois, les dirigeants communistes russes s'efforçaient de convaincre les dirigeants syndicalistes révolutionnaires, en particulier Monatte, que l'organisation syndicale seule ne pouvait suffire au prolétariat pour s'emparer du pouvoir.

Car si Monatte, et avec lui la plupart des dirigeants de la minorité révolutionnaire de la CGT, était partisan de la dictature du prolétariat, il refusait d'adhérer au Parti communiste. Monatte n'avait aucune confiance en Frossard et Cachin, mais ce n'était qu'un aspect de la question. En fait, il ne comprenait pas la nécessité d'un parti et se limitait, dans son combat contre Jouhaux, aux principes exposés dans la charte d'Amiens de 1906. Les Comités syndicalistes révolutionnaires regroupaient des militants de sensibilités diverses, d'accord pour que la direction confédérale réformiste soit écartée. Mais cela n'était pas suffisant. Il fallait une orientation et une conception qui dépassent les limites de la charte d'Amiens.

On peut juger, à travers les nombreuses lettres envoyées en France par Trotsky, des efforts que les dirigeants russes déployèrent en cette année 1921 pour regrouper les révolutionnaires français au sein d'un même parti. Trotsky comprenait les réticences des

syndicalistes révolutionnaires à adhérer à un parti dominé par des politiciens carriéristes et opportunistes. Mais il faisait remarquer qu'il existait parmi les animateurs des CSR des personnages du même type. Des gens qui pratiquaient un langage révolutionnaire de circonstance, mais qui, en même temps, au nom de l'indépendance du mouvement syndical, spéculaient sur les préjugés antipartis, ou militaient contre l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge : « *Le mouvement syndical français n'a pas de comptes à rendre à Moscou* », proclamaient-ils. En fait, ils voulaient continuer à avoir les mains libres sans se soumettre à aucun contrôle quel qu'il soit, et surtout pas à celui de leur base ouvrière ! À Monatte qui refusait encore de franchir le pas, Trotsky prévenait : « *On peut dire avec certitude que d'autres se formeront à côté de vous qui, au nom du syndicalisme révolutionnaire, contesteront votre droit à diriger le mouvement.* »

* * *

Quant aux centristes, majoritaires à la direction du PC, ils faisaient tout pour conserver cette orientation, invoquant la nécessaire indépendance du mouvement syndical. Approuver en apparence les résolutions de l'IC, mais ne rien faire pour les mettre en œuvre, se prétendre communistes tout en mettant les militants en garde contre « les excès des bolcheviks », telle était leur ligne de conduite. Et ce n'était là que la partie visible de leur activité.

Car cette nécessité de l'indépendance du mouvement syndical brandie à la fois par les centristes et par les dirigeants réformistes de la CGT était un leurre. Lorsqu'il s'était agi de faire accepter l'union sacrée à la classe ouvrière, puis de freiner sa mobilisation, dirigeants socialistes et syndicaux avaient été tout à fait capables de joindre leurs efforts dans une démarche hautement politique. De fait, les centristes n'avaient jamais cessé d'intervenir dans le

mouvement syndical, mais ils le faisaient de façon occulte, à l'insu des travailleurs. Frossard, par exemple, entretenait des relations avec des éléments bourgeois et des syndicalistes, notamment par le biais de la loge maçonnique à laquelle il appartenait. Dans la croisade antibolchevique qu'il menait en sous-main, il possédait de multiples complicités, y compris au sein de la minorité révolutionnaire de la CGT.

* * *

Cependant, lentement mais sûrement, les conceptions de l'Internationale communiste se frayaient un chemin. À la fin de l'année, du 25 au 30 décembre 1921, s'ouvrait à Marseille le premier congrès national du PC. À l'ordre du jour figuraient les résolutions de l'Internationale sur l'organisation du parti, sur le travail dans les syndicats ainsi que le débat sur la tactique du front unique. Les centristes gardèrent la majorité, mais ils ne purent empêcher le vote d'une résolution appelant les militants communistes à effectuer un travail régulier et systématique au sein des syndicats. « *Il* [le Parti communiste] *rappelle tout d'abord qu'il fait une obligation à tous ceux de ses membres qui sont ouvriers, employés, fonctionnaires, d'appartenir au syndicat confédéré de leur profession et à la fraction révolutionnaire de ce syndicat.* […] *Le Parti déclare, en outre, que les travailleurs communistes ont, au syndicat comme à l'atelier, comme à la caserne, le devoir impérieux d'affirmer hautement les idées communistes et défendre leur parti et ses militants contre le préjugé, la calomnie ou l'ignorance, sans se laisser arrêter par la crainte d'enfreindre une neutralité qui, au demeurant, n'a jamais existé.* » (*Thèses sur la politique syndicale.*)

Le reflux de la vague révolutionnaire et la tactique du front unique

Le bras de fer entre les centristes et les partisans de l'IC s'engagea au début de l'année 1922, au travers de la discussion sur le front unique.

Cette démarche, adoptée en juin 1921 lors du troisième congrès de l'IC, reposait sur le constat que la vague révolutionnaire, qui avait secoué l'Europe au lendemain de la guerre, était en train de refluer. Le capitalisme avait retrouvé une certaine stabilité. La révolution n'était plus une question de semaines, mais de mois, et peut-être d'années.

En France, comme dans d'autres pays, le patronat était à l'offensive. Il pourchassait les militants syndicaux et revenait sur les concessions faites aux travailleurs en 1919, notamment la journée de 8 heures, qui restait bien souvent inappliquée. L'état d'esprit des ouvriers avait changé. La perspective d'une transformation révolutionnaire de la société devenait plus lointaine. Face à l'offensive patronale, la préoccupation majeure portait sur la défense des conditions d'existence au quotidien. L'IC expliquait aux communistes qu'ils devaient prendre en compte ces changements. Face aux patrons, il fallait agir pour l'unité des ouvriers, dont la majorité restait sous l'influence des réformistes. D'où la nécessité de proposer aux autres organisations ouvrières et à leurs militants un programme de défense des intérêts immédiats des travailleurs. Les dirigeants de l'IC soulignaient que, même dans une période de recul, les communistes pouvaient gagner la confiance des travailleurs sur la base d'une politique tenant compte de la situation et de l'état d'esprit des salariés.

* * *

Mais au sein du PC français, cette attitude ne fut pas comprise et suscita l'hostilité de bien des militants. L'aile droite du parti se réjouissait de ce qu'elle considérait comme un premier pas vers la réunification avec la SFIO. Les applaudissements de cette aile droite renforçaient la méfiance des jeunes communistes envers une tactique dont ils pensaient qu'elle constituait un abandon de la lutte révolutionnaire. Le centre exploita ces sentiments et cette incompréhension en accusant l'IC de dire tout et son contraire : pourquoi avoir dit hier qu'il fallait absolument se séparer des réformistes, si c'est pour faire aujourd'hui alliance avec eux ? Frossard s'opposa au front unique. Il tentait ainsi d'enfoncer un coin entre les communistes français et les bolcheviks, en se faisant passer pour le champion de l'intransigeance vis-à-vis des réformistes ! Dans sa majorité, la gauche soutint l'orientation proposée par l'IC. Mais les interprétations divergeaient. Si Rosmer et Dunois présentaient le front unique avant tout comme un moyen de se lier aux masses, Albert Treint y voyait une manœuvre politique destinée à « *plumer la volaille socialiste* », selon son expression, qui fit scandale à l'époque, un scandale largement exploité par les dirigeants réformistes.

Le 14 avril 1922, le comité directeur du PC votait une résolution contestant le front unique et repoussait une proposition des socialistes de manifester ensemble le 1er mai. Une semaine plus tard, le conseil national, une large assemblée composée de délégués élus, avalisait la résolution de la direction à une majorité écrasante : 3 277 voix contre 638 pour la gauche.

* * *

Doutant de la possibilité d'arracher le parti à l'influence des centristes, des voix s'élevèrent au sein de la gauche pour demander la rupture à la fois avec la droite et avec les centristes du parti,

réclamant la création d'un nouveau parti. L'IC n'était pas de cet avis. Jules Humbert-Droz, son représentant à Paris, expliquait : « *Dans cette période où s'amortissait l'élan révolutionnaire des masses ouvrières, il était à craindre qu'une nouvelle scission réduise encore l'influence des communistes et leur fasse perdre* L'Humanité *dont le directeur, Marcel Cachin, était un centriste.* »

La défiance des militants, notamment les plus jeunes, envers le front unique n'était pas une défiance vis-à-vis du communisme. Les jeunes militants impatients d'en découdre avec le capitalisme refusaient d'admettre que leur état d'esprit n'était plus en phase avec ceux des travailleurs du rang. C'est en spéculant sur l'impatience révolutionnaire des militants que Frossard réussit à emporter leur adhésion. Les dirigeants de l'IC décidèrent de le prendre au mot. Ils proposèrent en juin 1922 un accord aux centristes, sous la forme d'un texte, appelé résolution Trotsky, soulignant la nécessité de lutter contre les survivances du passé réformiste du parti et de le reconstruire sur une base réellement communiste. Trotsky appelait la gauche et le centre à joindre leurs efforts pour lutter contre la droite du parti. Cette dernière ne représentait qu'une petite fraction au sein du parti. Mais les critiques anti-bolcheviques de ses représentants, relayées par la presse de droite, par les réformistes et par les dirigeants de la CGT bénéficiaient d'une large publicité. Les centristes avaient le choix : soit rompre avec l'IC, soit accepter cet accord et lutter contre l'aile droite, contribuant de ce fait à avaliser les orientations de l'IC.

Ils acceptèrent l'accord de très mauvais gré. Humbert-Droz écrivait à Zinoviev, alors président de l'Internationale communiste : « *Je ne vous cache pas que j'ai trouvé ici à mon arrivée au comité directeur une atmosphère d'hostilité très nette à l'égard de l'Exécutif* [de l'Internationale]. »

La scission de la CGT

La crise à la CGT aboutit à une scission. Le principal responsable fut Jouhaux, qui fit voter en septembre 1921 une motion interdisant la double appartenance à la CGT et aux Comités syndicalistes révolutionnaires, les poussant ainsi vers la sortie.

À la fin de l'année 1921, il y avait donc en France deux CGT, regroupant chacune environ 400 000 adhérents. Celle dirigée par Jouhaux, majoritaire chez les mineurs, dans les PTT et les services publics, et la CGTU, issue des Comités syndicalistes révolutionnaires. Le poids de la CGTU était prépondérant dans la métallurgie et chez les cheminots. Le « U » de Unitaire marquait la volonté des exclus d'affirmer qu'ils n'étaient pas responsables de cette division. Monatte proposa même de rester dans la CGT-Jouhaux partout où les révolutionnaires n'obtenaient pas une majorité en faveur de la CGTU, ce qu'il fit pour ne pas se couper de ses camarades du syndicat du Livre.

La CGTU regroupait des militants opposés à la politique réformiste incarnée par Jouhaux, mais héritait de la confusion qui régnait au sein des Comités syndicalistes révolutionnaires. Le manque de clarté dans les idées, l'absence d'une direction reconnue fournissait un terrain propice aux intrigues et aux manœuvres. C'est ainsi que la CGTU se retrouva dans les premiers mois de son existence entre les mains d'une coalition de dix-huit dirigeants, liés par un pacte secret qui serait révélé au premier congrès de la CGTU quelques mois plus tard. Bien que se proclamant révolutionnaires, ces hommes étaient en réalité des bureaucrates syndicaux tout autant décidés que Jouhaux à combattre l'influence des communistes au sein du syndicat. Ils jouaient sur les préjugés antipartis et menaient « *une campagne acharnée qui se développait parallèlement – et pas très différemment – à celle que menait la quasi-unanimité des*

journaux bourgeois de toutes tendances ; tous leurs efforts tendaient à troubler les ouvriers, à détruire en eux l'enthousiasme qui les avait portés au premier jour vers la Révolution russe. Leurs campagnes, coïncidant avec le reflux de la poussée révolutionnaire d'après-guerre, ne restaient pas sans résultat. » (Rosmer, *Moscou sous Lénine.*) Ils s'opposèrent par exemple, avec le soutien plus ou moins conscient de syndicalistes révolutionnaires comme Monmousseau, à l'adhésion de la CGTU à l'Internationale syndicale rouge. Ils se revendiquaient d'un syndicalisme pur teinté d'anarchisme.

Dans le même ouvrage, Rosmer affirme que Frossard confortait en sous-main certains de ces nouveaux dirigeants de la CGTU dans leur attitude : « *C'était là son gros atout, une CGTU hostile rendait difficile la formation d'un véritable parti communiste.* »

Ces « syndicalistes purs » marquèrent de leur empreinte la grève du Havre, la plus importante de l'année 1922.

La grève du Havre, animée par les communistes, mais dirigée par leurs adversaires

Déclenchée en riposte à la décision des patrons de la métallurgie havraise de réduire les salaires de 10 %, cette grève marqua les esprits par sa durée (110 jours, du 22 juin au 9 octobre 1922) et par son ampleur, jusqu'à 30 000 travailleurs en grève.

Autre fait marquant de cette grève, le rôle des militants communistes qui gagnèrent la confiance des travailleurs par leur activité, leur dévouement et leur solidarité. Les communistes collectaient de l'argent, servaient des « soupes communistes », organisaient le placement des enfants des grévistes dans des familles ouvrières.

Les communistes étaient les militants les plus actifs de cette grève, le secrétaire de l'union départementale de la Seine-Maritime (appelée à cette époque Seine-Inférieure) de la CGTU, Maurice

Gautier, étant lui-même communiste. Mais à aucun moment ils n'apparurent comme défendant une politique propre, en vertu des choix de leurs dirigeants qui continuaient de soutenir que les partis politiques n'avaient pas à intervenir dans l'activité des syndicats, laissant ainsi la direction du mouvement aux adversaires du communisme.

Alors que les problèmes qui se posaient aux ouvriers havrais étaient ceux de l'ensemble de la classe ouvrière, les syndicalistes purs qui dirigeaient le mouvement entendaient en conserver le caractère local. Bien qu'affirmant qu'il fallait en exclure tout aspect politique... ils cherchaient le soutien du maire, un radical à qui ils assurèrent que le mouvement resterait respectueux de l'ordre. Le patronat jugeait, lui, la grève de façon plus politique. Au bout de deux mois le mouvement ne faiblissait pas et la détermination des grévistes inquiétait le gouvernement. Le 27 août 1922, le préfet, sur ordre de Raymond Poincaré, chef du gouvernement, ordonna à la cavalerie de charger. Trois ouvriers furent tués et un gravement blessé.

Les syndicalistes purs, qui n'avaient jusqu'alors rien fait pour étendre le mouvement, décidèrent d'appeler à la grève générale dans toute la France dès le 29 août. Au sein de la CGTU, des militants objectèrent qu'il fallait plus de temps pour informer et sensibiliser la population ouvrière afin de préparer une grève efficace et tenter d'entraîner la CGT réformiste. Ils ne furent pas écoutés.

La direction du Parti communiste, à la remorque des syndicalistes purs, appuya le mot d'ordre de grève. Mal préparée, la grève générale du 29 août fut un échec. La grève du Havre prit fin le 10 octobre 1922, après 110 jours, sans que les ouvriers aient rien obtenu. De nombreux grévistes ne furent pas repris par leur entreprise. Les communistes furent les premiers visés par la répression.

Les ouvriers subissaient une défaite. Mais cette défaite devait discréditer au sein de la CGTU les syndicalistes purs et au sein du PC les centristes qui étaient en réalité leurs complices.

La fin de la domination du centre sur le PC

À l'été 1922, la fédération de la Seine, la plus puissante du parti, et la fédération des Jeunesses communistes rallièrent la tendance de gauche dont les leaders, Souvarine, Rosmer, Dunois, Treint, Girault, soutenaient la politique de l'IC. Les centristes dirigeaient encore le parti, mais les militants étaient de plus en plus conscients de leur duplicité et leurs manœuvres. Frossard et Cachin n'entendaient pas pour autant se laisser déposséder de la direction sans réagir. Plus question de respecter l'accord passé avec la tendance de gauche en juin 1922, sous l'égide de l'Internationale.

Le deuxième congrès du PC s'ouvrit le 15 octobre 1922 à Paris. La violence des échanges entre la gauche et le centre fut telle qu'on pensa le parti au bord de la rupture. Les tentatives de former une direction paritaire échouèrent. Cachin appela le congrès à voter pour que le centre dirige seul jusqu'au prochain congrès de l'IC. Sa motion recueillit une courte majorité : 1 698 voix pour, 1 516 contre, 814 abstentions. Mais cette apparente victoire du centre annonçait la fin de sa mainmise sur le parti.

Au cours du quatrième congrès de l'Internationale communiste (5 novembre - 5 décembre 1922), la commission chargée d'étudier la situation du PC français condamna l'attitude du centre. Dans son discours, Trotsky, exprimant l'opinion de la commission, soulignait que c'était le centre qui était responsable de l'incapacité du parti français à jouer un rôle dans des luttes comme la grève du Havre. « *Vous savez que, dans la grève du Havre, c'est le maire du Havre, Meyer, politicien radical bourgeois,* [...] *ce sont les fusils de*

M. Poincaré qui sont intervenus aussi, et cela, c'est de la politique. Il n'y a qu'un seul parti [le Parti communiste] *qui ne soit pas intervenu, comme parti, dans cette grève.* » Il poursuivait : « *Il faut expliquer ce fait que, par suite de la défaillance du parti dans le domaine syndical, quelques éléments anarchisants ou anarchistes ont créé un pacte secret pour prendre la direction du mouvement. Les syndicats représentent une élite qui a besoin d'une direction d'idées ; ces idées ne sont pas spontanées, elles ne tombent pas du ciel ; il doit y avoir une continuité dans ces idées, il faut les justifier, les vérifier par l'expérience, les analyser, les critiquer, et ce travail doit s'opérer dans le parti.* »

À l'égard des centristes, Trotsky ajoutait qu'on ne pouvait pas prétendre diriger un mouvement révolutionnaire tout en continuant à entretenir d'excellentes relations avec des représentants des classes exploiteuses : « *On est révolutionnaire jusqu'au bout... et on va dans les loges maçonniques embrasser les classes bourgeoises.* » Cette allusion visait Frossard. Trotsky expliquait ce que devait être l'attitude d'un intellectuel désireux de se mettre au service de la classe ouvrière : « *L'avant-garde communiste de la classe ouvrière a besoin naturellement d'intellectuels qui apportent à son organisation leurs connaissances théoriques, leurs dons d'agitateurs ou d'écrivains, mais à condition que ces éléments rompent absolument et sans retour avec les mœurs et les coutumes du milieu bourgeois, brûlent derrière eux tous les ponts les rattachant au camp dont ils sont sortis, ne demandent pour eux ni exception ni privilèges et se soumettent à la discipline, à l'égal de simples militants.* »

Cette condamnation de l'attitude du centre ne se traduisit pas par des sanctions. L'objectif était toujours de gagner politiquement la masse des adhérents, afin que la mise à l'écart ou le départ de tel dirigeant résulte de la volonté des militants, et non d'une décision administrative. Tout en désignant la gauche comme la seule

tendance défendant sa politique, l'Internationale communiste recommanda la mise en place d'une direction paritaire, conformément au souhait exprimé au congrès de Paris. Dans ce comité directeur renouvelé et ramené à 23 membres, le centre restait représenté par dix membres. La gauche en comptait huit, parmi lesquels Rosmer, Treint, Dunois. Les quatre membres restant appartenaient à la tendance Renoult[5]. Un bureau politique de sept membres, chargé de diriger le parti au quotidien, était mis en place. L'IC imposa que Cachin partageât la direction de *L'Humanité* avec Dunois. Albert Treint fut désigné co-secrétaire général avec Frossard. Mais Frossard refusa. Le 1er janvier 1923, il démissionnait du PC, marquant du même coup la fin de la domination du centre.

[5] Collaborateur de Jaurès, socialiste pacifiste pendant la guerre, Daniel Renoult (1880-1958) vota pour l'adhésion à la Troisième Internationale au congrès de Tours. Il continua néanmoins de diriger son propre journal, *L'Internationale*, dans lequel il défendait ses opinions personnelles, souvent fort éloignées de celles des bolcheviks. Comme beaucoup de cadres du parti réticents à défendre la politique de l'IC du temps de Lénine, Daniel Renoult allait devenir un stalinien zélé. Il fut maire de Montreuil de 1944 jusqu'à sa mort, en 1958.

Chapitre II

1923 : l'essor militant du PC français

Un nouveau départ

Frossard entraîna avec lui plusieurs membres de sa tendance. Tous les réformistes n'avaient pas quitté le parti avec Frossard, loin de là, mais ce n'étaient plus eux qui donnaient le ton. Ces départs contribuèrent à vaincre les réticences de militants qui hésitaient encore à rejoindre le Parti communiste, comme Monatte, qui cependant collaborait à *L'Humanité* depuis déjà neuf mois.

Le Parti communiste conservait des intellectuels qui avaient fait le choix de se consacrer au mouvement communiste, à l'image d'une Louise Bodin[6] qui, dans *L'Humanité* du 8 janvier 1923, commentait ainsi le départ de Frossard « *Nous savions bien que leur nationalisme, leur individualisme anarchique, leur électoralisme, leur parlementarisme ne s'inclinerait pas ; nous savions aussi que leur vanité personnelle ne pardonnerait jamais certains passages du discours de Trotsky. Pour accepter cela, il aurait fallu que la conscience communiste fût en eux.* »

[6] Louise Bodin (1877-1929). Issue d'un milieu bourgeois, Louise Bodin avait évolué du pacifisme au communisme. Militante de la tendance de gauche, elle affirma ensuite sa solidarité avec l'Opposition trotskyste.

C'étaient les représentants de la tendance dite de gauche qui détenaient désormais la direction du Parti. Avec Rosmer, Souvarine, Monatte, Treint, Dunois, le PC était enfin dirigé par des hommes décidés à appliquer les recommandations de l'Internationale communiste et à engager la transformation du parti dans le sens d'un véritable parti communiste révolutionnaire. Et de fait, au comité national du 21 janvier 1923, les participants eurent le sentiment d'assister à la vraie naissance du Parti communiste. Dans le journal *La Bretagne Communiste*, Daniel Le Flanchec, que la grève des sardinières de Douarnenez (décembre 1924) allait rendre célèbre, écrivait : « *L'accouchement fut long et douloureux. Le Parti communiste est né. De mémoire de militant, jamais comité national n'avait emprunté un si grand esprit de camaraderie, une atmosphère si pure de cordialité.* »

Le Parti communiste allait pouvoir mener une politique qui trancherait avec celle de la SFIO. En cette année 1923, son activité fut marquée par la création des commissions syndicales communistes, par la préparation des élections législatives de 1924, dans l'esprit de la tactique du front unique ouvrier, et surtout par la lutte contre l'occupation de la Ruhr.

La lutte contre l'occupation de la Ruhr

Le traité de Versailles signé le 28 juin 1919 imposait à l'Allemagne des réparations de guerre qu'elle était incapable de payer. Le 11 janvier 1923, les troupes françaises et belges entraient dans la Ruhr, le cœur industriel de la Rhénanie, dans le but de prendre le contrôle des principaux centres de production de cette région.

La presse française retrouvait les accents du pur chauvinisme de la Grande guerre. Seuls le PC et la CGTU se démarquaient clairement. La SFIO avait voté au Parlement contre cette occupation,

mais Blum justifiait l'opposition de son parti par le fait que cette occupation coûterait plus d'argent à la France qu'elle n'en rapporterait. La SFIO allait d'ailleurs repousser toutes les propositions d'action commune proposées par le PC contre cette invasion.

Le quatrième congrès de l'Internationale communiste avait fait de la lutte contre le traité de Versailles une des tâches prioritaires du PC français. « *Il s'agit de rendre active la solidarité des prolétariats de France et d'Allemagne contre la bourgeoisie des deux pays, profiteuse du traité. Pour cela, le devoir urgent du parti français est de faire connaître aux ouvriers et aux soldats la situation tragique de leurs frères allemands, écrasés sous les difficultés matérielles de la vie, résultant essentiellement des conséquences du traité* [de Versailles]. » (Extrait des *Thèses sur le programme de travail et d'action du Parti communiste français*, novembre 1922.)

La campagne contre l'occupation de la Ruhr fut la première action politique d'envergure des communistes français. Cette campagne démarra à la conférence d'Essen, qui réunit, du 6 au 9 janvier 1923, les délégués de sept partis communistes européens. Y assistèrent plusieurs dirigeants du PC français et de la CGTU. Le positionnement de la CGTU contre l'occupation de la Ruhr n'était pas un hasard. Elle était le résultat de l'influence croissante des militants communistes au sein de ce syndicat. De retour d'Essen, plusieurs des participants à cette conférence, dont Cachin et Monmousseau, furent accusés de complot contre la sûreté de l'État. Le 14 janvier, à Saint-Ouen, dans la banlieue parisienne, 10 000 personnes assistèrent au meeting organisé à l'appel du Comité d'action contre l'impérialisme et la guerre, créé par le PC le mois précédent.

Les Jeunesses communistes furent à la pointe de ce combat. Dans ses *Souvenirs*, Henri Barbé, dirigeant communiste qui, sous l'uniforme, faisait partie des troupes françaises d'occupation de la

Ruhr, raconte : « *Nous avions pour mission de garder les voies, d'être très sévères à l'égard des cheminots allemands et aussi envers la population. En réalité, nous laissâmes les cheminots faire tout ce qu'ils voulurent, quant à la population, après nous avoir accueillis très froidement, elle fraternisa joyeusement avec nos soldats au bout de quinze jours.* » Les Jeunesses communistes diffusèrent un tract distribué à 20 000 exemplaires et placardé sur les murs dans la Ruhr : « *Soldats, travailleurs de la terre ! Soldats, travailleurs de l'usine ! Les capitalistes de tous les pays sont vos ennemis ; les prolétaires de tous les pays sont vos frères !* » Quelques cellules clandestines furent créées au sein de l'armée.

L'action des communistes français était d'autant plus importante que l'Allemagne connaissait une situation sociale explosive. C'est là que reposaient les espoirs d'une nouvelle révolution prolétarienne dans un avenir proche.

L'agitation communiste inquiétait les autorités. En juin 1924, lors d'un procès à Mayence, en Allemagne, 57 soldats membres ou sympathisants du PC français furent condamnés à un total de 130 années de prison pour propagande subversive.

Si l'action des JC n'a pas suffi à imposer le retrait des troupes françaises et belges, qui ne quittèrent l'Allemagne que le 25 août 1925, elle témoignait de l'existence d'un parti capable de mener une campagne internationaliste conséquente en dépit de la répression.

Les communistes gagnent des positions dans la CGTU

En 1923, le parti commença également à mener un travail systématique en direction des entreprises, notamment au travers des Commissions syndicales, qui regroupaient les communistes qui militaient dans les syndicats. La plupart des militants communistes

syndiqués l'étaient à la CGTU. D'autres avaient fait le choix de continuer de militer à la CGT réformiste dans les entreprises où celle-ci regroupait encore la plupart des travailleurs combatifs. Les militants communistes y défendaient la politique du PC et, à la CGTU, revendiquaient le droit de constituer une tendance communiste. Ce travail était coordonné par le comité directeur du PC et placé sous la responsabilité de Rosmer et de Monatte.

Les difficultés étaient nombreuses. À la CGT réformiste, se revendiquer du communisme pouvait conduire à l'exclusion. Mais à la CGTU, les communistes continuaient de rencontrer des résistances, même si les choses avaient changé depuis la scission avec la CGT-Jouhaux. Le groupe des syndicalistes dits purs – antipolitiques et surtout anticommunistes – qui s'était emparé de la direction de la CGTU la perdit au premier congrès qui s'était tenu à Saint-Étienne, en juillet 1922. Sa défaite s'accompagna de l'adhésion de la CGTU à l'Internationale syndicale rouge créée, rappelons-le, par les bolcheviks afin de disputer l'influence sur le mouvement syndical mondial à l'Internationale réformiste d'Amsterdam.

Les commissions syndicales voulaient amener les militants à centrer leur activité sur les entreprises. Monatte expliquait : « *Pour trop de militants, les communistes comme les autres, les assemblées, les congrès paraissent constituer l'essentiel de la vie syndicale. La véritable activité, pourtant, se déroule ailleurs, dans la lutte contre le patronat, à l'usine, au chantier.* »

Et puis il y avait les résistances rencontrées au sein du parti lui-même. Le travail syndical restait étranger aux préoccupations de nombreux militants issus de la SFIO. D'autres, écœurés par l'attitude des dirigeants syndicaux, avaient abandonné l'activité syndicale après l'échec des grèves de 1919 et 1920.

Quant aux membres des Jeunesses communistes, beaucoup ne comprenaient pas la nécessité de ce travail syndical : « *La guerre les a éclairés, mais ils ne voient qu'elle et n'ont qu'un seul désir : sauter à la gorge de l'impérialisme fauteur de guerres. Ils sont ignorants de l'action syndicale. Ils ne voient que l'insurrection armée et donnent au parti un ton blanquiste.* »

Monatte expliquait encore en novembre 1923 : « *Il y a donc dans le parti toute une propagande à faire pour qu'un ouvrier membre du parti soit syndiqué obligatoirement.* [...] *Il y a en outre toute une éducation à faire pour que l'ouvrier membre du parti ne soit pas seulement un cotisant passif, mais à la pointe du combat à l'usine, à l'atelier, au syndicat. Le parti ne pourra se targuer d'être formé de l'élite prolétarienne, de constituer la véritable avant-garde, que le jour où il aura appris l'importance de l'action syndicale à ses éléments nés de la guerre, où il aura guéri de leur dégoût les dégoûtés de l'action syndicale, où il aura repassé au creuset les vieux restes du réformisme d'autrefois, où les syndicalistes communistes chez lui se sentiront chez eux. Cela, les commissions syndicales peuvent seules le donner.* »

Les communistes parvinrent néanmoins à recruter au sein de la CGTU de nombreux jeunes ouvriers, issus du syndicalisme révolutionnaire ou des courants anarchistes, comme Albert Vassart. Au deuxième Congrès de la CGTU (Bourges, 12 au 17 novembre 1923), à l'exception de celle du bâtiment, les principales fédérations (cheminots, métallurgie, chimie) reconnaissaient le droit aux commissions syndicales communistes d'exister en tant que telles. Avec les positions gagnées au sein de la CGTU, des militants communistes jouèrent un rôle dirigeant dans des luttes importantes, tel Benoît

Frachon[7] lors de la grève générale des métallos de Saint-Étienne, en mars-avril 1924.

Toujours sous l'impulsion des communistes, la CGTU fit un effort de syndicalisation en direction des travailleurs non qualifiés, catégorie jusqu'alors délaissée par le syndicalisme traditionnel. Un des aspects le plus marquants de l'activité de la CGTU fut l'organisation des travailleurs étrangers ou issus des colonies.

* * *

Un autre aspect de l'activité des communistes en entreprise fut la création des comités d'usine. Cette idée lancée par la CGTU, et appuyée par le PC, s'inscrivait tout à fait dans la tactique de front unique prônée par l'Internationale. Dans leur étude sur l'activité des militants communistes en usine, les historiens Schweitzer et Depretto précisent : « *Il s'agit d'organiser dans les usines l'élection par tous les ouvriers de délégués qui devraient être reconnus officiellement par le patronat et qui se réunissent par branche industrielle (congrès des textiles, congrès de la chimie), pour dénoncer l'exploitation et examiner les mesures à prendre pour mener une lutte unie. Le comité d'usine est donc un moyen de "faire l'unité à la base" et de regrouper les ouvriers pour la lutte, en dehors des divisions de partis et des appartenances philosophiques* », estimant que dès août 1922 le comité d'usine de chez Renault comptait une cinquantaine de délégués, élus par atelier.

Un congrès des usines métallurgiques de la région parisienne eut lieu le 25 mars 1923 et fit l'objet de comptes rendus aux ouvriers. Il s'agissait de « *renouer la solidarité entre les ouvriers de la métallurgie, brisée par la défaite de 1919* » (*L'Humanité*).

[7] Benoît Frachon (1893-1975). Mineur dès l'âge de 13 ans. Adhérent à la CGT à l'âge de 16 ans. Participa très jeune à des manifestations où la cavalerie chargeait les ouvriers sabre au clair. Militant du PC dès le congrès de Tours. Dirigeant du PC de 1928 à 1975. Secrétaire de la CGTU de 1933 à 1936, puis de la CGT de 1945 à 1967.

Dans ce travail d'organisation des travailleurs autour de leurs revendications immédiates, les militants communistes ne perdaient pas de vue leur objectif, qui était de renverser la domination de la bourgeoisie. Des militants voyaient dans les comités d'usine l'ébauche de directions prolétariennes à même de faire fonctionner les usines sans les capitalistes. Comme le disait Jean-Louis Berrar, un syndicaliste révolutionnaire gagné au communisme, ces comités devaient « *être composés avant tout d'ouvriers intelligents et bien au courant de leur métier, afin qu'ils soient aptes à prendre en main la direction de l'usine, le jour où les travailleurs feront leur révolution* ».

Les communistes et les élections

L'Internationale communiste combattait les illusions réformistes quant à la possibilité de réaliser le socialisme dans le cadre des institutions parlementaires. Mais cela n'impliquait pas le boycott des Parlements. Les révolutionnaires se devaient au contraire d'utiliser ces tribunes « démocratiques » pour défendre leurs conceptions.

L'activité électorale, tout comme le travail syndical, devait accroître parmi les ouvriers l'influence des idées communistes. Mais il fallait là encore rompre avec les mœurs héritées de la social-démocratie. Rosmer écrivait : « *Des 21 conditions d'admission et des décisions du deuxième congrès, celles qu'on avait le plus volontiers acceptées étaient celles qui concernaient la participation aux élections et à l'activité parlementaire ; un siège de député était convoité, non en tant que poste de combat, aussi exposé que d'autres, mais parce que c'était une position confortable, aux avantages multiples.* » Car, même après le départ de Frossard et de ses proches, le PC conservait dans ses rangs des individus qui restaient plus liés à la carrière parlementaire qu'aux idées communistes. Pour les écarter, l'Internationale préconisait « *que les neuf dixièmes des postes électoraux*

mis à la disposition du parti soient occupés par des ouvriers, et pas même par des ouvriers devenus fonctionnaires du parti, mais par des ouvriers qui sont encore à l'usine et aux champs».

* * *

La tactique électorale pour ces élections législatives fut précisée par le comité exécutif de l'IC de juin 1922. Il était prévisible que les ouvriers se serviraient de ces élections pour exprimer leur rejet de la politique de Poincaré et que cela profiterait essentiellement à un bloc appelé Cartel des gauches, composé du Parti radical et de la SFIO. Ce courant en faveur d'un « bloc des gauches » traduisait l'aspiration des travailleurs à un gouvernement qui leur soit plus favorable. Pour l'Internationale communiste, les communistes devaient s'appuyer sur cette aspiration, en mettant en avant leurs revendications quotidiennes, mais en précisant que seul un gouvernement ouvrier pourrait les réaliser.

Le Parti communiste allait donc présenter aux élections législatives de nombreux ouvriers, dont certains seraient élus. Son programme défendait des mesures destinées à améliorer concrètement les conditions de vie des classes populaires, dont l'application réelle de la loi sur la journée de huit heures (six heures pour les industries insalubres), un salaire minimum, les mêmes droits pour les travailleurs français et étrangers, le droit de grève pour les fonctionnaires[8]. Ce programme prônait l'établissement d'un contrôle ouvrier des entreprises par les comités d'usine, le contrôle des prix par des commissions syndicales et coopératives, des assurances sociales intégralement payées par le patronat, l'extinction de la dette publique par la saisie des grandes fortunes, l'annulation du traité de Versailles. Ce programme « électoral » proclamait que seule la

[8] Le droit de grève n'a été reconnu aux fonctionnaires civils qu'en 1950.

dictature du prolétariat était à même de rendre effectif l'ensemble de ces mesures.

* * *

Le résultat des élections législatives (11 et 25 mai 1924) confirma le pronostic de l'IC. L'électorat ouvrier se mobilisa en faveur du Cartel des gauches qui sortit vainqueur des élections. La SFIO réalisa 20,10 % des voix. Le score du PC (9,82 %), révélait qu'une fraction non négligeable de la classe ouvrière se reconnaissait dans la politique du PC. La plus grande partie de ses électeurs se trouvait dans les quartiers populaires. Il devenait le premier parti dans le département de la Seine, où il obtenait 250 000 de ses 900 000 voix. C'est à cette occasion que naquit l'expression « la ceinture rouge » pour désigner la banlieue de Paris. *L'Humanité* du 13 mai 1924 titra : « *Les ouvriers de la région parisienne ont voté pour la Révolution !* » Le groupe communiste à l'Assemblée nationale compta 26 députés, dont 15 pour le département de la Seine.

Au début de 1924, un parti potentiellement révolutionnaire

La Section française de l'Internationale communiste (SFIC) avait trois ans lorsque se tint le troisième congrès du PC (Lyon, 20 au 24 janvier 1924). Trois ans au cours desquels il avait nettement changé.

Des 130 000 adhérents qu'il comptait au départ, beaucoup l'avaient quitté. Les motifs de ces départs étaient variés, entre ceux pour qui le communisme n'était qu'une curiosité passagère et les déçus ne voyant pas arriver la révolution qu'ils espéraient proche. Ces départs avaient été compensés par l'arrivée de jeunes militants, dont beaucoup recrutés au sein de la CGTU. Le parti ne comptait plus que 60 000 adhérents, dont plus de la moitié avait adhéré après

le congrès de Tours. Mais il s'était prolétarisé et rajeuni. Il regroupait la fraction du mouvement ouvrier la plus déterminée. Celle que les reculs de la combativité, non seulement n'avaient pas démoralisée, mais avaient confortée dans la conviction qu'il fallait doter la classe ouvrière d'un parti révolutionnaire. Il avait perdu en effectifs, mais il avait gagné en forces militantes.

Pourtant, ce parti que l'on pouvait commencer à qualifier de communiste restait encore un parti social-démocrate par bien des aspects. Son mode de fonctionnement, son encadrement et ses élus, hormis dans la fédération de la Seine, restaient pour l'essentiel ceux de l'ancienne SFIO. La lutte contre les survivances social-démocrates allait devenir le leitmotiv dans les années 1924-1925. Mais plus personne ne contestait ouvertement l'autorité de l'Internationale communiste. À côté des cadres anciens émergeaient des têtes nouvelles, issues des divers courants du mouvement ouvrier. La direction élue au congrès de Lyon reflétait cette diversité. Elle comprenait des membres issus de la gauche (Rosmer, Treint, Dunois, Suzanne Girault, Vaillant-Couturier, Souvarine), du centre (Cachin, Sellier) de l'anarchisme (Paul Cadeau), du syndicalisme paysan (Renaud Jean), du syndicalisme révolutionnaire (Monatte, Tommasi, Crémet, Pierre Semard), des Jeunesses communistes (Doriot, Gabriel Péri[9]).

Cette direction était encore très loin d'avoir la cohésion et l'autorité d'une direction révolutionnaire digne de ce nom. Elle était à

[9] Gabriel Péri (1902-1941). Journaliste politique. Adhéra en 1917, à 15 ans, aux Jeunesses socialistes. Partisan de l'adhésion à la Troisième Internationale, puis membre actif des Jeunesses communistes. Fit quarante jours de prison en 1921 pour avoir rédigé des tracts destinés aux soldats « *contre la politique de rétorsion à l'égard de l'Allemagne, pour la fraternisation des travailleurs de France et d'Allemagne* ». Secrétaire national des Jeunesses communistes en 1922. Membre du comité central de 1924 à 1929. Chef du service de politique étrangère à *L'Humanité* de 1924 à 1939. Fusillé par les nazis le 15 décembre 1941.

l'image de ce parti, encore hétérogène et inexpérimenté, mais désireux de se mettre à l'école de l'Internationale communiste.

Le principal obstacle à la transformation du PC français en parti communiste révolutionnaire vint de l'Internationale elle-même, dont la politique et les méthodes évoluaient sous l'influence de la bureaucratie qui se développait en URSS.

Troisième partie

Vers un parti stalinien

Chapitre I

1924-1925 : La bolchevisation du PC français

En URSS, la montée de la bureaucratie et ses conséquences

Au début de l'année 1924, la transformation du PC français en parti révolutionnaire, sous la houlette de l'Internationale communiste, était à peine amorcée.

Le drame pour le PC français, comme pour tous les partis communistes, fut l'évolution de l'URSS sous l'emprise croissante de la bureaucratie. Celle-ci se développait en même temps que la vague révolutionnaire refluait et laissait l'Union soviétique isolée.

Cette montée de la bureaucratie s'exprimait par l'influence grandissante de Staline, qui était le secrétaire général du parti soviétique depuis avril 1922.

Jusqu'à sa mort, en janvier 1924, Lénine avait combattu pour maintenir l'orientation révolutionnaire de son parti. Lorsque la maladie le paralysa, d'autres dirigeants de la Révolution russe continuèrent ce combat. À partir de 1923, avec Trotsky, ils engagèrent le combat contre l'emprise grandissante de la bureaucratie sur l'État soviétique et sur le Parti bolchevique. Ils militaient pour le rétablissement de la démocratie au sein du Parti et des soviets. Ce fut la naissance de l'Opposition de gauche.

Après la mort de Lénine, une fraction dirigée par Zinoviev, Kamenev et Staline, alliés contre Trotsky, engagea une campagne contre ce qu'elle appela le trotskysme, au nom d'un pseudo-léninisme fabriqué pour la circonstance. Elle utilisa tous les moyens que lui donnait le contrôle de l'appareil du parti pour empêcher tout véritable débat et isoler Trotsky et les opposants à la dégénérescence de l'État soviétique.

* * *

La lutte contre le « trotskysme » eut des prolongements dans les sections de l'Internationale. La troïka Zinoviev-Kamenev-Staline utilisa les mêmes méthodes bureaucratiques pour éliminer ou empêcher que se créent dans les autres partis communistes des soutiens à l'Opposition de gauche en Russie.

En France, comme dans bien d'autres pays, cette prise en main prit le nom de bolchevisation. S'appuyant sur l'enthousiasme révolutionnaire des militants, mais aussi sur leur ignorance politique et leur inexpérience, l'Internationale élimina les éléments susceptibles de sympathiser avec l'Opposition russe en assimilant la lutte contre le trotskysme à la nécessité d'extirper les survivances sociales-démocrates du parti français. La bolchevisation eut des effets contradictoires. Le PC fut bouleversé dans ses structures et son mode de fonctionnement. Il se transforma en un parti centralisé et discipliné, de nombreux ouvriers furent promus à des postes de responsabilités, les cellules d'usine furent multipliées. Mais, conséquences des méthodes bureaucratiques utilisées contre l'Opposition de gauche en Russie, l'Internationale introduisit au sein du parti français des pratiques étrangères aux traditions bolcheviques. Les dirigeants et les cadres furent sélectionnés non pas sur leur engagement révolutionnaire, leur probité ou leur compétence, mais sur leur capacité à répercuter la politique décidée par la troïka. En

guise de politique prolétarienne, des thèses et des slogans verbalement révolutionnaires remplacèrent l'analyse de la réalité.

Sous couvert de continuité, une rupture avec la politique de l'IC du temps de Lénine

Le parti français posait un problème particulier à la fraction qui avait pris la direction du parti russe et de l'Internationale car, depuis les débuts du mouvement communiste, la personnalité qui représentait la politique de l'Internationale était Trotsky. Son prestige et son autorité étaient considérables. Aussi, dans un premier temps, la majorité du comité directeur élu au congrès de Lyon (20 au 24 janvier 1924), sous l'influence de Souvarine, refusa de voter une résolution de l'Internationale accusant l'Opposition d'abandon du léninisme et de déviations petites-bourgeoises.

Trois délégués de l'Internationale, tous acquis à la troïka, furent alors envoyés en France : Manouilsky, Gouralsky et Lozovsky, président de l'Internationale syndicale rouge. Parés de l'autorité de l'Internationale, peu de membres du comité directeur osèrent leur résister. Le 18 mars 1924, ce dernier condamnait l'Opposition russe, et votait à une large majorité de nouvelles *Thèses sur la tactique du PCF*. Seuls du comité directeur, Monatte et Souvarine votèrent contre, Rosmer s'abstenant.

Ces thèses furent rédigées alors qu'au sein de l'Internationale l'échec de la révolution allemande de 1923 était au centre des discussions. L'avis dominant était que le Parti communiste allemand avait laissé passer une occasion de s'emparer du pouvoir. Pour Trotsky, cet échec, dont la direction de l'Internationale, qui avait laissé le PC allemand sans réelle orientation, était pour une grande part responsable, signait la fin de la période révolutionnaire née en 1917. Mais les pressions bureaucratiques commencèrent à remplacer les

discussions franches et loyales qui avaient toujours été la règle dans le Parti bolchevique. Alors que le reflux ouvrier était évident, les thèses de l'Internationale, prenant le contre-pied de l'Opposition, soutenaient que la période était toujours révolutionnaire, notamment en France. L'échec de la révolution allemande était qualifié de recul momentané, dont la responsabilité incombait à la direction du parti allemand. C'était une première. Cette façon de rendre les dirigeants des sections nationales responsables des échecs dus aux défaillances de l'Internationale allait devenir la règle.

Les erreurs des dirigeants du parti allemand étaient dues, selon la fraction dirigeante de l'IC, à une « *fausse appréciation du rôle de la social-démocratie* », qui était assimilée à « *une aile du fascisme bourgeois* ». Cette appréciation impliquait l'abandon de la politique de front unique que les militants communistes commençaient tout juste à mettre en œuvre. Quelques mois plus tard, *L'Humanité* allait qualifier le gouvernement du Cartel des gauches et la SFIO en France de social-fascistes.

Les émissaires de l'IC, chargés de faire voter ces thèses, prétendaient que le principal danger pour l'Internationale venait d'une droite internationale, dirigée en sous-main par l'Opposition russe, accusée de dévoyer les partis communistes de leurs tâches révolutionnaires en semant le pessimisme dans leurs rangs. Albert Treint, qui allait devenir l'instrument de la politique de l'Internationale en France pendant toute cette période, affirmait que Monatte, Rosmer et Souvarine, ceux-là mêmes qui avaient refusé de voter les thèses de l'IC, faisaient partie de cette droite internationale inventée de toutes pièces par les dirigeants de l'IC. Face à ce « danger », Treint écrivait : « *Pas de débolchevisation du parti russe, mais au contraire, bolchevisation de tous les autres Partis communistes.* » Ce slogan

devint le mot d'ordre utilisé pour justifier la prise en main de l'appareil par Staline et ses alliés.

L'attachement des communistes français à la Révolution russe joue en faveur de Staline et ses alliés

La rupture avec la politique du temps de Lénine passa largement inaperçue des militants français. Beaucoup, notamment les jeunes, ne virent dans la bolchevisation qu'une démarche volontariste pour accélérer la transformation de leur parti en un véritable parti communiste.

Ce sentiment ne reposait pas sur rien. Car, tout en introduisant des mœurs et des pratiques étrangères au bolchevisme, la bolchevisation continuait de bousculer les habitudes héritées de la SFIO. La direction de l'IC insistait sur la nécessité d'utiliser les élections pour « *porter l'agitation communiste au sein des masses travailleuses* ». Elle recommandait de « *renforcer le travail communiste parmi les travailleurs étrangers et coloniaux émigrés en France* » et « *de lutter pour l'indépendance nationale des peuples coloniaux opprimés par l'impérialisme français* ». Elle réclamait l'incorporation du groupe parlementaire dans l'appareil du parti ; elle défendait la nécessité de former les militants par des cours marxistes et la diffusion de la littérature communiste ; elle préconisait d'étendre l'expérience des comités d'usine et des commissions syndicales, et surtout « *de transformer le parti français en un parti vraiment révolutionnaire en l'organisant solidement sur la base des cellules d'usine, accomplissant sur le lieu même du travail les tâches du parti* ».

Et puis la fraction dirigeante de l'IC bénéficiait de la confiance politique que les militants vouaient à l'Internationale communiste. Certes, beaucoup avaient du mal à admettre que Trotsky, dont le

nom, depuis 1917, avait toujours été associé à celui de Lénine, était soudainement devenu un adversaire du léninisme ou que Monatte, Rosmer et Souvarine, partisans de la Révolution russe dès la première heure, représentaient la droite du PC. Amédée Dunois déclarait : « *À qui Treint fera-t-il croire que Souvarine et Rosmer sont plus près de la social-démocratie que Cachin et Louis Sellier ?* »

Mais l'attachement des communistes français à la Révolution russe ne reposait pas que sur le prestige de tel ou tel de ces principaux dirigeants.

* * *

Parmi les exemples de l'impression que les envoyés de l'Internationale pouvaient produire sur les militants, on peut citer la fédération du Pas-de-Calais. Celle-ci était dirigée par le jeune Maurice Thorez qui, le 2 mai 1924, écrivait à Souvarine : « *Un cercle très restreint de militants essaie de s'y retrouver et la plupart sont d'accord que Trotsky n'est pas un menchevik, et que les véritables droitiers ne sont pas ceux que l'on place actuellement à la droite du parti.* » Il suffit de quelques jours à Gouralsky, l'envoyé de l'Internationale, pour obtenir le ralliement de ces militants. Le 25 mai, le comité fédéral du Pas-de-Calais approuva les thèses de l'IC par 24 voix pour et 3 abstentions, dont celle de Thorez qui n'osa pas voter contre. Thorez fit partie de cette génération de nouveaux cadres d'origine prolétarienne, que la bolchevisation allait promouvoir.

Au conseil national du 1er juin 1924, les thèses de l'IC obtinrent 2 353 voix ; il y eut 10 abstentions et 3 votes contre.

La création d'un appareil subordonné à l'IC

Durant ses premières années d'existence, quelle qu'ait été l'intransigeance de la direction de l'Internationale vis-à-vis des éléments les plus réformistes, son souci était de faire comprendre que la mise à l'écart de tel ou tel dirigeant ne signifiait pas la soumission aux ordres d'en haut, mais la nécessité de donner au parti une direction et une politique révolutionnaires.

Le cinquième congrès de l'Internationale communiste (17 juin – 8 juillet 1924) marqua un tournant. Entièrement dirigé par la fraction de Staline, ce n'était plus qu'une chambre d'enregistrement où des délégués triés sur le volet avaient consigne d'entériner les décisions déjà prises. Dans son ouvrage *Moscou sous Lénine*, Rosmer explique : « *Au moyen d'émissaires qu'il* [Zinoviev] *dépêchait dans les sections, il supprimait, dès avant le congrès, toute opposition. Partout où des résistances se manifestaient, les moyens les plus variés étaient employés pour les réduire ; c'était une guerre d'usure où les ouvriers étaient battus d'avance par les fonctionnaires qui, ayant tout loisir, imposaient d'interminables débats ; de guerre lasse, tous ceux qui s'étaient permis une critique et qu'on accablait du poids de l'Internationale cédaient provisoirement, ou s'en allaient.* » Le congrès ne fit qu'entériner une politique déjà en train d'être mise en œuvre.

Sous couvert de bolcheviser les sections de l'Internationale, Staline et ses alliés entendaient transposer dans tous les partis communistes le type de relations instaurées dans le Parti communiste russe. Toujours au cinquième Congrès de l'IC, Boukharine terminait son discours en précisant : « *Cette discipline communiste internationale doit conduire* [...] *à faire strictement exécuter toutes les décisions des organes dirigeants de l'Internationale communiste.* »

Le comité directeur du PC français fut rebaptisé comité central. Mais il s'agissait moins de former une direction révolutionnaire

que d'obtenir une unanimité sur la base de la ligne décidée par la fraction dirigeante de l'IC. Une unanimité obtenue par l'élimination de ceux qui refusaient de s'aligner sur sa politique. Cela se traduisit d'abord par l'exclusion de Souvarine en juillet 1924.

* * *

Boris Souvarine dénonçait les calomnies propagées à l'encontre de Trotsky. Le prétexte de son exclusion fut sa décision de diffuser, contre l'avis de la direction du Parti, une brochure intitulée *Cours nouveau*, dans laquelle Trotsky exposait une série de mesures destinées à mettre un coup d'arrêt à la bureaucratisation du Parti bolchevique et de l'État soviétique. Cette exclusion, d'abord temporaire, fut avalisée lors du congrès de l'IC de juillet 1924. Souvarine qui, tout comme Rosmer, depuis la création du PC français, avait lutté pour faire d'un parti social-démocrate un parti communiste discipliné et militant, et qui, en janvier 1924, au congrès de Lyon, avait appelé à recruter des ouvriers par l'entremise des cellules d'usine, était jeté hors du parti pour, selon ses propres termes « *avoir sur la question russe une position non officielle* ». Après Souvarine, ce fut bientôt au tour de Monatte et de Rosmer d'être exclus du PC.

Des épurations semblables eurent lieu dans les sommets de la CGTU. La fédération de la métallurgie, pilier de la CGTU avec celle des cheminots, était dirigée par un oppositionnel, Delagarde. Témoignant des méthodes employées contre lui, il écrivait : « *J'ai senti que je n'avais qu'à renier ce que je croyais être juste, et immédiatement je rentrais en grâce et l'on m'offrait les postes que j'aurais désirés* » (lettre à Monatte, 5 août 1924).

En revanche les représentants de l'IC maintinrent et offrirent des postes à tous ceux qui étaient prêts à les servir, quel que fût leur passé. C'est ainsi que les anciens partisans de Frossard, dont Marcel Cachin et Louis Sellier, restèrent à la direction du parti. L'IC

salua leur ralliement en ces termes : « *Les camarades du centre, sincèrement attachés à l'Internationale, prirent une position nette dès qu'ils virent où allait la droite.* » L'IC leur délivrait un certificat de communisme, redonnant à ces opportunistes un peu du prestige qu'ils avaient perdu auprès des militants.

Tandis que jusqu'alors le PC manquait de permanents, l'IC en désigna bien au-delà du nécessaire. L'historien Philippe Robrieux estime entre 400 et 500 le nombre de postes qui furent créées en 1924 tant au PC qu'à la CGTU. Marguerite Rosmer écrivait à ce propos à Humbert-Droz : « *Des fonctionnaires sortent de tous côtés, qui sont pour la majorité incapables, dépourvus de sens politique, et qui se rangent toujours du côté du plus fort pour ne pas lâcher le fromage.* »

Rosmer et Monatte tentèrent de dénoncer auprès des militants les mœurs qui étaient en train de s'installer : « *Une mentalité de chambrée se crée et les mœurs de sous-offs s'installent. Il n'est question que d'appareil à faire fonctionner, de permanents à instituer. Bientôt la bureaucratie du parti fera la pige à celle de l'État français. On dit que le parti doit être une cohorte de fer. En réalité, quiconque fait preuve de caractère doit être brisé.* [...] *Ce qui est important, ce n'est pas que nous puissions être frappés d'exclusion, c'est que, sous l'étiquette de bolchevisation, on y aggrave les méthodes autocratiques actuelles, qui sont le plus flagrant désaveu du bolchevisme et du communisme* » (22 novembre 1924). Cette lettre où Rosmer, Monatte et Delagarde dénonçaient les méthodes autocratiques en train de s'installer... fut le prétexte de leur exclusion ! Il leur fut reproché de l'avoir diffusée aux militants sans l'accord de la direction.

La promotion et la formation de jeunes ouvriers

Les représentants de l'IC surent se rallier les opportunistes, mais cela ne pouvait suffire à assurer le succès de la bolchevisation dans un parti qui devait son dynamisme à l'afflux de jeunes ouvriers enthousiasmés par la révolution russe. Cette période fut marquée par l'intégration massive de ces jeunes ouvriers dans les appareils du PC et de la CGTU. Pour symbole de cette prolétarisation, Pierre Semard fut nommé secrétaire général du parti le 1er août 1924. Âgé de 37 ans, il était secrétaire de la fédération des cheminots de la CGTU et membre de la direction du parti. Adhérent au PC depuis sa création, il s'était distingué plus par son activité syndicale que par son activité politique. En octobre 1922, au moment de la grève du Havre, Semard affirmait encore que « *la plus grande faute que pourrait commettre le PC dans ses rapports avec les syndicats serait la création de noyaux communistes au sein des organisations ouvrières* ».

Sa nomination fut bien accueillie par la base. Car ce n'était plus un journaliste ni un professeur, mais un militant d'origine ouvrière qui était désormais à la tête du parti. « *Un parti communiste doit être essentiellement prolétarien, composé en majorité d'ouvriers et dirigé par des ouvriers. Un grand effort a déjà été fait pour prolétariser notre organisation. La nomination de Pierre Semard au poste le plus responsable du parti est un épisode de cet effort qui sera obstinément poursuivi* » (*L'Humanité*, 2 août 1924).

Pour ces nouveaux cadres, la bolchevisation signifiait se consacrer au parti à plein-temps. La plupart devaient vivre avec des revenus inférieurs à ce qu'ils touchaient quand ils travaillaient en usine. Mais cette intégration, motivée par le souci de diffuser les décisions de l'IC en voie de bureaucratisation, était le début d'une dérive qui

allait conduire ceux qui resteraient fidèles au PC à devenir des instruments de la politique stalinienne.

En élevant ces jeunes à des postes de responsables, l'IC entendait submerger les anciens cadres ouvriers qui manquaient de zèle à relayer les lubies de l'IC sur la « radicalisation des masses ».

Plusieurs dizaines de ces nouveaux cadres, dont Jacques Duclos et Albert Vassart, eurent droit à une formation accélérée prétendument marxiste par des professeurs désignés par l'IC qui enseignaient à « *reconnaître le fascisme derrière le masque radical ou socialiste* ».

On ne pouvait former des cadres marxistes sur de telles bases. Pourtant, jamais en France un parti ouvrier n'avait été aussi richement doté en jeunes militants courageux et dévoués. En même temps qu'ils relayaient dans le parti les inepties antitrotskystes, ces jeunes furent à la pointe de la réorganisation du parti sur la base des cellules d'usine et du combat contre la guerre coloniale que la France menait dans le Rif marocain.

La réorganisation du parti sur la base des cellules d'usine

Si, par son attitude face à la bourgeoisie et par le type de militants qu'il regroupait, le PC se différenciait de la SFIO, ses structures restaient encore celles héritées de son passé social-démocrate. Les militants restaient organisés sur une base locale, selon leur lieu d'habitation. Une telle structure était adaptée à l'activité municipale et aux campagnes électorales, mais elle ne l'était pas pour le suivi des activités au sein des entreprises.

La bolchevisation entendait généraliser une expérience que les communistes avaient déjà entamée. Notamment dans la Seine où on recensait 47 cellules d'usine, en particulier dans la métallurgie.

À partir de juillet 1924 fut mise en application la décision de réorganiser l'ensemble du parti sur la base des cellules d'usine, sous l'égide de Suzanne Girault qui entendait mener une telle transformation tambour battant.

Les fédérations régionales furent redessinées de telle façon que chaque région agricole fût reliée à un centre industriel. Les cellules d'usine devenaient les noyaux de base, organisées par quartier. Chaque quartier formait un rayon. Un centre industriel était composé de plusieurs rayons. L'ancienne structure disparaissait avant même que se fût constitué un réseau de cellules d'usine pour remplacer les cellules locales. Aux militants qui objectaient qu'il fallait procéder avec plus de prudence, Suzanne Girault répondait : « *Il faut travailler et accepter sans discussion les résolutions du cinquième congrès et les thèses du parti.* »

Mais si la façon autoritaire avec laquelle fut menée cette réorganisation suscita des protestations, cette démarche avait l'accord de militants qui se plaignaient des absences, des discussions stériles et qui souhaitaient une organisation militante et efficace.

La tâche était difficile, et les méthodes administratives avaient leurs limites. Il fallait transformer les habitudes de militants formés au sein de la SFIO, composante non négligeable du parti. Les plus jeunes changeaient souvent d'entreprise sans pouvoir se fixer, situation accrue par la chasse aux militants pratiquée par les patrons. La transformation du Parti communiste sur la base des cellules d'entreprise était un travail de longue haleine exigeant du sérieux, de la ténacité et de la méthode.

Des centaines de cellules d'usine, d'importance et de taille très diverses, allaient néanmoins se mettre en place durant cette période.

Dans cette réorganisation, les jeunes communistes furent déterminants. L'un d'entre eux, André Ferrat, rédigea une brochure intitulée *Faisons vivre nos cellules* (1925) dans laquelle il exposait en quoi devait consister l'activité des communistes dans les entreprises. Il fallait, écrivait-il, « *se rendre sympathique à la majorité des ouvriers et gagner leur confiance en leur donnant des informations sérieuses* ». Les militants devaient se renseigner sur les taux de salaires, les conditions d'hygiène, combien d'ouvriers chaque semaine étaient brûlés, intoxiqués, avaient eu les doigts écrasés. Ils devaient se tenir au courant des petites histoires de l'usine, se renseigner sur le comportement des contremaîtres, quels étaient ceux qui se montraient les plus odieux envers les jeunes, lesquels faisaient aux femmes des propositions douteuses, sous peine d'être renvoyées, etc. La presse communiste devait se faire l'écho des luttes qui s'étaient déroulées dans d'autres usines pour montrer les concessions que les patrons avaient dû faire sous la pression des ouvriers. L'activité revendicative ne devait pas seulement servir à obtenir des améliorations, mais à élever le niveau de conscience politique des travailleurs. « *Partons de là (l'activité revendicative) pour faire de la Jeunesse communiste, non seulement une organisation communiste éduquée pour la lutte des classes, mais instruite de tous les problèmes politiques et décidée au travail révolutionnaire pour la dictature du prolétariat.* »

La cellule d'entreprise ne se contentait pas d'organiser les jeunes ouvriers sur le lieu de travail, elle contribuait à organiser leurs loisirs. La cellule devenait un véritable cadre pour ces jeunes ouvriers, dans lequel ils pouvaient établir des relations avec leurs camarades, mais aussi rencontrer des militants venant d'autres milieux qui leur apportaient une ouverture sur la culture. Des centaines de jeunes ouvriers furent ainsi gagnées durant cette période.

À la fin de l'année 1924, rien que sur l'usine Renault de Boulogne-Billancourt, il y avait trois cellules clandestines, dont une de jeunes, regroupant en tout 250 adhérents, avec chacune son propre journal d'entreprise : *Le Bolchevik de chez Renault*, *Le râleur*, *Le Jeune bolchevik de chez Renault*. Les chefs d'équipe et les contremaîtres les plus détestés étaient visés, ridiculisés, traités de « *gardes-chiourme* », « *chefaillons* », « *chiens de garde du capital* », « *larbins de Renault* », etc., les mouchards de la direction étaient démasqués. Outre les discriminations salariales, la presse communiste dénonçait la situation faite aux femmes, aux jeunes et aux travailleurs coloniaux et étrangers, catégories les plus exploitées de la classe ouvrière.

* * *

Grâce au courage et au dévouement de ses militants, le PC continuait de se forger une image d'organisation prolétarienne militante. Un exemple marquant fut la grève des sardinières de la ville de Douarnenez, dans le Finistère, en décembre 1924, où les grévistes reçurent le renfort de militants communistes de tout le pays. La mairie communiste de Douarnenez mit tous ses moyens, tant financiers que matériels, au service des grévistes, ce qui valut au maire, Daniel Le Flanchec, outre le fait d'être un temps déchu de son mandat pour « *entrave à la liberté du travail* », d'être victime d'un attentat organisé par les patrons des usines sardinières.

Le PC considérait que les luttes de la classe ouvrière étaient liées à la lutte contre toutes les oppressions, en particulier celles des femmes, qui n'avaient pas le droit de vote, encore moins le droit d'être élues aux élections, même municipales.

Il fallut attendre le 7 avril 1925 pour que la Chambre des députés adopte une loi accordant aux femmes le droit de voter aux élections municipales et cantonales, proposition qui fut ensuite rejetée trois

fois par le Sénat. Avant même que cette loi soit soumise au vote, le PC présenta à Douarnenez et ailleurs dix femmes sur ses listes. Plusieurs d'entre elles furent élues et siégèrent quelques mois... avant l'invalidation de leur élection par le Conseil d'État en janvier 1926.

Le PC touchait des catégories de travailleurs délaissées par la SFIO ou par les syndicats traditionnels. Il déploya d'intenses efforts en direction des travailleurs coloniaux, notamment nord-africains. En 1922, un journal communiste, *Le Paria*, leur était adressé. Le 7 décembre 1924, le PC organisa le premier congrès des travailleurs nord-africains. Mais ce fut la guerre du Rif qui permit au PC de mener une campagne ouvertement et radicalement anticolonialiste.

La campagne contre la guerre du Rif

« *Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout parti appartenant à la Troisième Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de "ses" impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux* » (8e des 21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste, juillet 1920).

Cette préoccupation concernait particulièrement la France dont l'empire colonial, 13 millions de km², soit vingt-cinq fois la surface de la métropole, était le second du monde, derrière l'Empire britannique. 50 millions de travailleurs coloniaux trimaient pour la

prospérité de la bourgeoisie française, dont quelques centaines de milliers dans les usines de la métropole.

L'impérialisme français avait dû faire face à des soulèvements en Syrie mais surtout au Maroc, où la rébellion des tribus rifaines dirigées par Abd el-Krim, commencée dans la zone sous domination espagnole, menaçait de s'étendre à la partie marocaine sous protectorat français. Il y eut au Maroc jusqu'à 350 000 soldats français et espagnols, dirigés par Pétain du côté français et par Franco du côté espagnol. Les moyens de destruction, bombardements, gaz, furent utilisés à une échelle inconnue jusqu'alors dans une guerre coloniale.

Le gouvernement du Cartel des gauches massacrait les Druzes au Liban et les Rifains au Maroc. La SFIO, tiraillée entre son soutien au gouvernement et l'hostilité à ces interventions coloniales d'une partie de sa base, n'avait pas de position claire. Le 9 juillet 1925, à la Chambre des députés, Léon Blum déclarait que son parti était contre le colonialisme, mais son discours, d'où s'exhalait un fort relent de racisme, ne pouvait qu'apporter de l'eau au moulin des « civilisateurs » coloniaux : « *Nous admettons qu'il peut y avoir non seulement un droit, mais un devoir de ce qu'on appelle les races supérieures, revendiquant quelquefois pour elles un privilège quelque peu indu, d'attirer à elles les races qui ne sont pas parvenues au même degré de culture et de civilisation.* »

Seul le PC s'opposait ouvertement à cette guerre coloniale. Dès le 4 septembre 1924, un télégramme signé par Doriot, Cachin et Semard était envoyé à Abd el-Krim, le chef de la révolte des Rifains : « *Groupe parlementaire, comité directeur du PC, comité national des Jeunesses, saluent la brillante victoire du peuple marocain sur les impérialistes espagnols. Ils félicitent son vaillant chef Abd el-Krim. Espèrent qu'après la victoire définitive sur l'impérialisme espagnol,*

il continuera, avec le prolétariat français et européen, la lutte contre tous les impérialistes, français y compris, jusqu'à la libération complète du sol marocain. Vive l'indépendance du Maroc ! Vive la lutte internationale des peuples coloniaux et du prolétariat mondial !»

Sous l'égide de Maurice Thorez, un comité d'action contre la guerre du Rif fut mis en place, regroupant le PC, la CGTU et l'Arac, association d'anciens combattants dirigée par des militants du PC. La SFIO refusa d'y participer.

Les Jeunesses communistes furent à la pointe. Ils menèrent une propagande en direction de l'armée et de la jeunesse à travers leur presse, *L'Avant-Garde*, *La Caserne*, *Le Jean Gouin* (nom que se donnaient les fusiliers marins) et, dans des milliers de tracts et de papillons, menèrent une campagne fournie auprès des conscrits. Ils tentèrent de créer des cellules clandestines au sein de l'armée et d'entrer en contact avec les tribus rifaines. Ils popularisèrent une chanson, *Le Maroc aux Marocains*, qui fut interdite par le ministère de l'Intérieur et dont le refrain proclamait : « *Pourquoi chez les Rifains qui sont chez eux aller porter la guerre ? Assez de luttes sans fin, les prolétaires là-bas n'ont rien à y faire !* »

Les préfets reçurent instruction de mettre les activités communistes sous la surveillance de la police. Au total, 400 arrestations eurent lieu, dont 167 pour la seule journée du 12 octobre 1925, où 400 000 personnes défilèrent à l'appel du PC et qui fut marquée par des heurts très violents avec la police.

Une force militante incomparable au service d'une politique erronée

La lutte contre la guerre du Rif fut avec celle contre l'occupation de la Ruhr une des plus glorieuses pages de l'histoire du PC français de cette période. Au travers de ces combats, le PC apparaissait

comme le seul parti résolument du côté des exploités et des opprimés. Mais au moment où les militants français menaient une lutte courageuse contre leur propre impérialisme, la politique du PC présentait déjà des symptômes dangereux qui préfiguraient son évolution future.

* * *

Les bouleversements révolutionnaires pronostiqués par l'Internationale ne s'étaient pas produits. Les années 1924 et 1925 avaient confirmé le reflux des mobilisations ouvrières. En 1924, les statistiques recensaient 274 865 grévistes, le chiffre le plus faible de l'après-guerre. L'année 1925, avec 249 198 grévistes, confirma ce reflux. Ce contexte était défavorable à la propagande révolutionnaire du PC. Les élections municipales de mai 1925 marquèrent un recul de son audience électorale. Il enregistrait de faibles scores en province et perdit dans la région parisienne 30 % de ses voix par rapport aux élections législatives de l'année précédente.

Les effectifs du parti se réduisaient et le recrutement de plusieurs centaines de jeunes ouvriers ne parvenait pas à compenser les départs.

Malgré cela, la direction du parti aux ordres de l'IC s'obstinait à soutenir que la situation était révolutionnaire, de surcroît en mettant en avant des slogans absurdes. Comparant la situation de la France à celle de l'Italie, où le fascisme s'était emparé du pouvoir en 1922, l'Internationale réduisait la période à l'alternative : fascisme ou révolution. Pendant des mois, la direction du Parti communiste appela les ouvriers à se mobiliser face à un danger fasciste artificiellement mis en scène, assimilant les organisations ouvrières réformistes à des partis fascistes. Elle dénonçait le gouvernement du Cartel des gauches dirigé par le Parti radical et la SFIO qui le soutenait sans y participer « *comme des auxiliaires de la réaction*

fasciste». *L'Humanité* titrant : «*À grand pas vers le fascisme. Les fascistes Herriot et Renaudel à l'œuvre*» (7 décembre 1924) ; «*Organisons la résistance prolétarienne contre le fascisme et le social-fascisme*» (10, 11 et 12 décembre 1924) ; «*À bas le Sénat fasciste !*» (27 décembre 1924). «*Pour l'organisation des masses contre le fascisme – contre les déviations trotskystes !*» (20 janvier 1925, pendant que le PC tenait son quatrième congrès, à Clichy.) Les masses restaient sourdes à de tels appels. Et dans les entreprises, cette orientation n'aidait pas les militants communistes à se faire entendre des militants socialistes.

Même la campagne contre la guerre du Rif eut à souffrir de ce gauchisme. Alors qu'une partie de la base de la SFIO désavouait cette guerre, le PC se condamna à faire cavalier seul en proposant un front unique derrière les mots d'ordre de création d'un tribunal révolutionnaire et de transformation de la guerre du Rif en guerre civile. Des slogans certes inspirés de la Révolution russe, mais qui étaient largement en avant par rapport au niveau de conscience et de mobilisation des travailleurs.

Au lieu de tenir compte des avertissements que lui adressait aussi bien la base du parti que celle de la CGTU, la direction s'efforça d'étouffer toute contestation, n'y voyant qu'une «*survivance social-démocrate*» ou «*syndicaliste révolutionnaire*». La direction qualifia de droitiers ceux qui se firent les porte-parole de cette contestation, bien que parmi ceux-ci se soient trouvés des pionniers du mouvement communiste en France, notamment Fernand Loriot et Amédée Dunois.

Ces opposants adressèrent le 25 octobre 1925 une lettre à l'Internationale signée par deux cent cinquante communistes français, ce qui n'est pas rien compte tenu des pressions exercées, et qui témoignait d'un profond mécontentement. Ces opposants à la politique

de la direction demandaient à l'IC de « *limiter l'omnipotence de l'appareil* » et une application des principes du centralisme démocratique de telle façon que toutes les opinions communistes puissent s'exprimer. « *Que celui qui a des choses à dire puisse le dire sans être aussitôt bafoué, intimidé, menacé d'exclusion, mis à l'écart !* »

L'Internationale n'allait pas tarder à apporter des changements. Mais pas dans le sens d'un retour à une véritable politique communiste révolutionnaire.

Chapitre II

1926-1927 : un cours droitier qui heurte les sentiments communistes de la base

Gauchiste ou droitier, un même cours bureaucratique

Sous l'emprise croissante de la bureaucratie, la politique des dirigeants soviétiques tournait de plus en plus le dos aux perspectives de la révolution internationale, comme en témoignait la théorie du socialisme dans un seul pays formulée par Staline en septembre 1924. Mais les choses étaient loin d'être aussi claires pour les militants communistes. La manifestation visible du conflit entre les tendances bureaucratiques et les traditions révolutionnaires du parti russe prenait la forme d'un affrontement entre dirigeants qui tous se revendiquaient du communisme, et qui pour certains se trouvaient, tantôt dans le camp de Staline, tantôt dans le camp de l'Opposition. La politique stalinienne elle-même prenait des formes contradictoires, alternant le discours ultra-révolutionnaire et les orientations ouvertement opportunistes. Le virage que l'IC imposa à la fin de 1925 aux partis communistes fut un des avatars de cette dégénérescence bureaucratique.

Le fait marquant de la fin de l'année 1925 fut la rupture de Zinoviev et Kamenev avec Staline. Ces deux dirigeants se rallièrent à Trotsky pour former l'Opposition unifiée. La lutte de la fraction stalinienne contre les « déviations gauchistes » devint alors le prétexte à de nouvelles épurations dans les partis communistes. Si le langage changeait, c'était cependant la continuation des méthodes qui visaient à asseoir l'autorité de Staline sur le mouvement communiste.

Une politique d'ouverture en directiondes dirigeants réformistes

La direction française n'offrit que peu de résistances au changement de cours que l'Internationale entendait imposer. L'élimination des opposants des organes de direction avait permis de sélectionner des dirigeants prédisposés, pour conserver leur place, à se rallier à l'homme fort du moment.

C'est au mois de novembre 1925 que s'effectua le virage de la politique du PC français. Le cours gauchiste était abandonné pour céder la place à une politique d'ouverture à l'égard de la SFIO. Une politique qui visait plus à rassurer les réformistes qui dirigeaient ce parti qu'à gagner sa base ouvrière.

Il n'était plus question de traiter les dirigeants de la SFIO, ni même les radicaux à la tête du gouvernement du Cartel des gauches, de social-fascistes. Semard, soutenu par Cachin, proposait que, face au danger fasciste, le PC se positionne comme le défenseur des libertés républicaines. *L'Humanité* publiait, le 21 novembre 1925, le nouveau projet que le PC proposait aux dirigeants de la SFIO : un programme censé défendre les « *revendications immédiates les plus urgentes* » des travailleurs, expurgé cependant de toute revendication qui pouvait indisposer les dirigeants de la SFIO, notamment celles qui concernaient la répression coloniale.

Trois jours plus tard, le 24 novembre, la direction du PC publiait un autre texte dans lequel elle se déclarait prête à soutenir le gouvernement du Cartel des gauches afin d'empêcher la formation d'un gouvernement réactionnaire.

Cette nouvelle politique fut entérinée au cours du cinquième congrès du parti (Lille, 20 au 26 juin 1926). Malgré sa conversion au nouveau cours de l'IC, Treint ne réussit pas à sauver sa place à la direction du PC. Avec Suzanne Girault, il fut victime des décisions des bureaucrates de l'IC qui lui firent porter la responsabilité des échecs de leur politique. La mise à l'écart de Girault et Treint s'accompagnait de la promotion à la direction de Doriot et Thorez. Humbert-Droz, pour peu de temps encore représentant de l'IC, dressa alors un portrait saisissant de la direction du parti durant cette période : « *Il y a des rivalités mesquines, une lutte sourde de tous contre tous pour le pouvoir dans le parti. Chacun se taille son fief, son tremplin. Doriot dans les Jeunesses, Thorez dans le Nord, Monmousseau dans la CGTU. Crémet convoite le secrétariat général à la place de Semard et manœuvre de façon à ne pas avoir trop de solidarité dans la direction collective. Thorez se gâte rapidement et suit la voie de Doriot, se contente de succès oratoires faciles et d'une popularité grandissante qui le grise.* [...] *L'atmosphère du parti est mauvaise. Luttes personnelles pour les places, ambitions, arrivisme et toutes les intrigues que cela comporte. Le parti russe a perdu beaucoup de son prestige et de son autorité.* »

Ce qui se passait dans les sommets du parti, et a fortiori de l'Internationale, restait ignoré de la plupart des militants. Au moment où, en URSS, il s'emparait de la direction du Parti bolchevique, Staline était quasiment un inconnu pour les communistes français. Par exemple : en novembre 1925, *L'Humanité* publiait une photo de

Staline… en l'attribuant à Frounzé, l'homme qui avait succédé à Trotsky à la tête de l'Armée rouge !

* * *

Staline promettait le retour à une politique plus réaliste et à des méthodes moins autoritaires. Dans son discours de clôture du quatorzième congrès du Parti bolchevique, il reprochait à Zinoviev d'avoir voulu exclure Trotsky et les oppositionnels. Comme s'il n'était pas le principal responsable de la campagne antitrotskyste ! Il ajoutait que la discipline communiste ne signifiait pas qu'il fût permis « *aux chefs de se pavaner impunément et de s'asseoir sur la tête des camarades* ». Ces paroles lui valurent une certaine popularité auprès des militants français. Même Souvarine, exclu du parti un an auparavant, salua ces changements comme une bonne nouvelle pour le mouvement communiste[10].

Ce malentendu témoignait de l'incompréhension des militants français, y compris les mieux informés, sur la signification des débats qui avaient lieu en URSS. En Union soviétique, il n'était en réalité pas question de remettre en cause les méthodes bureaucratiques déjà bien installées. Il n'était pas question non plus de permettre un quelconque débat sur la politique de l'Internationale communiste. Dès lors, le congrès de juin 1926 ne pouvait être que celui du changement dans la continuité. Devant les délégués, Semard affirma que, si certaines erreurs avaient été commises, c'était en raison d'une mauvaise interprétation de la politique de l'IC, principalement de la part… d'Albert Treint. Selon lui, cette interprétation erronée avait favorisé la « besogne contre-révolutionnaire » du groupe Monatte-Rosmer-Souvarine, puis amené une partie des

[10] *Quelques fortes paroles de Staline*. *Bulletin communiste* du 22 janvier 1926. Souvarine avait repris la publication du *Bulletin communiste* après que la direction de l'IC eut décidé de le remplacer par *Les Cahiers du bolchevisme*.

militants à suivre l'opposition de « droite » de Loriot et Dunois. Ces hommes allaient bientôt quitter le parti. L'exclusion de Souvarine, coupable d'avoir ouvert les colonnes du *Bulletin communiste* à ceux qui ne pouvaient plus s'exprimer dans le parti, fut rendue définitive. Après leur départ, il ne restait au sein du parti plus aucun de ceux qui avaient été à l'initiative du mouvement pour la Troisième Internationale.

⋆ ⋆ ⋆

Le fait est que le constat que Semard dressait de la situation du parti lors du congrès du PC coïncidait sur de nombreux points avec celui des opposants : semi-échec de la réorganisation du parti sur la base des cellules d'usine, érosion des effectifs, baisse de l'influence du parti sur les masses. Semard lui-même employa le terme de « parti passoire » pour déplorer le fait que les ouvriers qui venaient au parti n'y restaient pas longtemps. Les cellules d'entreprise ne constituaient que 1 588 des 3 188 cellules que comptait le parti et ne regroupaient pas plus de 10 000 adhérents dont la majorité était des « rattachés », des militants n'appartenant pas à l'entreprise. Semard reconnaissait que les grandes usines échappaient presque totalement à l'emprise du PC et que, même au sein de la CGTU, le PC avait peu recruté. Il constatait qu'à l'exception de la région parisienne l'influence du PC était bien plus faible que celle de la social-démocratie, dont les effectifs étaient remontés pour atteindre 100 000 adhérents.

Le constat était alarmant, mais la situation du PC était loin d'être désespérée. Les ouvriers, dans leur ensemble, n'avaient pas répondu aux mots d'ordre « révolutionnaires » du PC, mais le prestige du communisme restait intact. Le PC avait conservé l'essentiel de ses forces militantes, dont l'activité continuait à susciter de la

sympathie parmi les classes populaires, notamment de ses couches les plus exploitées.

Le recrutement ne s'était pas totalement tari. Le PC continuait d'attirer des jeunes révoltés par la société. La répression qui frappait régulièrement le PC, si elle pouvait éloigner certains, convainquait d'autres de rejoindre ses rangs.

Le PC poursuit son ancrage prolétarien

Les militants poursuivaient leurs efforts d'implantation dans la classe ouvrière, en ciblant les grandes entreprises, comme Renault Billancourt, qui regroupait plus de 20 000 ouvriers. Cette usine connut sa première grande grève, du 12 au 28 mai 1926, avec l'augmentation des salaires comme principale revendication.

La répression liée, entre autres, à l'action du PC contre la guerre du Rif, avait fait qu'il ne restait plus qu'une poignée de militants communistes dans l'usine. Ils se distinguèrent par le soutien actif apporté à la minorité qui refusa de reprendre le travail, suite à la menace de Renault de licencier les grévistes. Dans ce mouvement, des militants extérieurs à l'entreprise, ceux que le parti appelait des « rattachés », sans lesquels le PC n'aurait pas pu maintenir une présence militante dans les entreprises, jouèrent un rôle important.

Ambroise Croizat[11] témoignait du rôle joué par ces militants : « *Dès les premiers jours des conflits chez Renault et Citroën, des jeunes propagandistes se sont placés au premier plan ; ils avaient acquis une influence et une très grande sympathie parmi les grévistes.* » Ces grévistes étaient surtout des travailleurs étrangers, qui représentaient

[11] Ambroise Croizat (1901-1951). Militant communiste depuis la création du parti. Son activité militante l'amenait à être licencié systématiquement des emplois qu'il occupait. Partisan de la bolchevisation. Secrétaire de la fédération des métaux de la CGTU de 1928 à 1936, puis de la CGT réunifiée de 1936 à 1939. Membre du comité central du PCF de 1929 à 1951. Ministre du Travail de 1945 à 1946 et en 1947.

alors 20 % des effectifs de Renault Billancourt, et qui étaient les plus mal payés. Les militants communistes organisèrent des meetings. Les orateurs y intervenaient auprès de leurs camarades dans la langue des grévistes. Le journal d'extrême droite *La Liberté* commentait une de ces réunions devant l'usine Renault : « *L'auditoire se composera en majeure partie de Slaves, d'Annamites, de Hongrois, d'Italiens, de tous ces ouvriers qui, chassés de leur pays et se trouvant en France, sans famille et sans domicile, forment l'armée rouge du PC.* »

Les militants communistes s'adressaient aux travailleurs immigrés et coloniaux, qui connaissaient les conditions d'exploitation les plus dures et que les organisations réformistes ignoraient. Les communistes martelaient que la classe ouvrière formait un tout. Ils combattaient les préjugés racistes, religieux, réformistes, nationalistes. Ils tentaient d'organiser une solidarité internationale, avec parfois quelques échos, comme le soutien à la grève générale des travailleurs anglais en 1926, qu'André Ferrat, dans son *Histoire du Parti communiste français* (1931) relatait ainsi : « *À Bordeaux, des ouvriers dockers refusent de charger des produits à destination de l'Angleterre ; au Havre, les matelots refusent de remplacer les marins anglais en grève. Enfin, le 9 août 1926, a lieu une grève de solidarité des mineurs français qui, malgré le sabotage systématique des dirigeants réformistes, groupe environ 100 000 mineurs sur 300 000.* »

* * *

Cette année 1926, avec près de 350 000 grévistes recensés, enregistrait un léger regain de la combativité ouvrière.

À côté du rôle que les militants communistes jouèrent dans les luttes, il y avait aussi la dénonciation au jour le jour de la propagande patronale, relayée par les syndicats réformistes. L'immigration et le travail à la chaîne qui se développait dans la grande

industrie en ce milieu des années 1920 suscitaient des polémiques dans le mouvement ouvrier.

Le taylorisme, méthode d'organisation du travail importée des États-Unis, qui permettait des gains importants de productivité en faisant porter l'essentiel de la production sur des ouvriers non qualifiés, les OS (ouvriers spécialisés), était en train de se généraliser en France, notamment dans l'industrie automobile.

La presse patronale s'étalait en propos dithyrambiques sur ce nouveau système, parlant de seconde révolution industrielle qui apporterait à l'humanité abondance et prospérité. La CGT-Jouhaux allait dans le même sens. Dans son organe *Le Peuple*, on pouvait lire : « *Si les produits sont à bon marché, la consommation s'étendra dans des proportions illimitées et plus elle s'étendra, plus la production connaîtra des possibilités de fabrication à bon marché !* » (10 juin 1926.) Les leaders de la CGT réformiste allèrent jusqu'à affirmer que le taylorisme annonçait un ordre économique rationnel, contrairement aux « clichés » sur le capitalisme que les communistes « répétaient à l'envi ». « *Quant à la CGT, son choix est fait, quels que puissent être les ricanements communistes, proférés par des hommes qui tremblent que ne finisse un jour un désordre économique qui fait si bien leur affaire. Son choix est fait en faveur de toute saine méthode qui sera capable d'améliorer notre situation économique : par l'application des principes rationnels qui ont fait leurs preuves par ailleurs.* »

La presse communiste combattait cette propagande. Tant que les usines resteraient entre les mains des capitalistes, l'amélioration de la productivité se solderait par du chômage, des conditions de travail plus dures et une exploitation accrue, pouvait-on lire dans *L'Humanité* et *Les Cahiers du bolchevisme*. On y trouvait quantité d'articles montrant la réalité du taylorisme aux États-Unis : les

ouvriers condamnés à des tâches pénibles et répétitives, puis mis à la porte de leur entreprise car devenus inaptes à force de faire sans cesse les mêmes opérations. Face aux réformistes qui parlaient de progrès social, invoquant pour preuve les augmentations de salaire versées par Ford grâce aux gains de productivité réalisés, la presse communiste répliquait que cela ne voulait pas dire que les ouvriers étaient moins exploités : « *Mais supposons que, grâce à des perfectionnements techniques (et c'est précisément ce qui se passe en Amérique), les marchandises soient produites en beaucoup moins de temps. Alors, ce n'est plus en 4 heures mais par exemple en 2 heures que l'ouvrier réalisera, à l'usine, une valeur égale à celle qu'il consomme en moyenne par jour ! Ainsi, les capitalistes lui voleront non plus 4, mais 6 heures. La plus-value se trouve accrue ; l'ouvrier est plus exploité, car une portion moins considérable de la masse totale des valeurs produites lui revient. Le développement du machinisme, la taylorisation, le "fordisme" accroissent l'exploitation de l'ensemble de la classe ouvrière.* » (Le « fordisme », exploitation hypocrite de la classe ouvrière, *Cahiers du bolchevisme* du 30 juin 1926). Et, face aux laudateurs du taylorisme qui pronostiquaient la fin des crises économiques : « "Le capitalisme ne peut vivre sur lui-même et écouler ses produits par l'artifice de l'augmentation des salaires entraînant un accroissement de la demande des produits'', *écrivait Marx. Notre conclusion est que les crises inévitables que suscitera la saturation du marché américain, ses heurts avec la concurrence étrangère, etc., perceront bientôt à jour la duperie du fordisme, qui prétend assurer la prospérité économique et la paix sociale* » (À propos du fordisme, *Cahiers du bolchevisme* du 9 octobre 1926).

* * *

Mais dans la presse communiste en France se révélait également l'influence grandissante de la bureaucratie soviétique. Aussi la

critique la plus juste du capitalisme servait à justifier l'axe qu'il était possible de réaliser le socialisme dans le cadre de la seule URSS. Il reste que la presse communiste, notamment dans ses articles signés par les rabcors (abréviation pour « correspondant ouvrier »), se faisait autrement mieux l'écho de la réalité vécue par les ouvriers que celle des charlatans réformistes. À Citroën, le travail à la chaîne avait permis de multiplier par sept la production dans certains ateliers par rapport à 1919, sans que cela entraînât des embauches et des hausses de salaire en proportion. Le chiffre d'affaires de Citroën passait de 159 millions de francs en 1920 à un milliard pour 1926.

L'introduction du taylorisme accentuait le fossé entre les travailleurs français et les ouvriers étrangers ou coloniaux. La guerre de 1914-1918 avait provoqué la mort de plus d'un million de soldats, essentiellement des paysans et des ouvriers, et en avait rendu invalides presque autant. Le patronat avait absolument besoin de la main-d'œuvre étrangère et coloniale pour faire fonctionner son économie. La presse communiste dénonçait la manière dont ces travailleurs étaient traités. « *Le recrutement de la main-d'œuvre étrangère se fait par l'intermédiaire des services spéciaux : "Missions à l'étranger", qui ont pour objet d'établir avec les gouvernements étrangers une sélection professionnelle, sanitaire et morale des travailleurs ; par des agences appropriées des associations patronales ; par des centres d'immatriculation de frontière, etc. Et à l'intérieur, ils sont répartis par des offices centraux et régionaux.* [...] *Les offices sont de véritables "offices de négriers". Les conditions souscrites sont esclavagistes. Les déplacements à l'intérieur du pays sont presque impossibles. Les immigrés sont encadrés par un triple cordon de surveillants : agents des entrepreneurs, curés ou ecclésiastiques nationaux, agents policiers* » (Le problème de la main-d'œuvre étrangère en France, *Cahiers du bolchevisme* du 29 mai 1926)

Sur les 14 millions de salariés que comptait la France, il y avait 3 millions d'immigrés, essentiellement italiens, espagnols, belges et polonais. Ils formaient 25 % des salariés d'usine, 32 % de ceux du bâtiment et étaient souvent majoritaires dans les mines et la sidérurgie de l'est de la France. « *Les conditions de travail et d'habitation des ouvriers étrangers sont misérables. La plupart des immigrés en famille sont logés dans des maisons appartenant aux entrepreneurs. Les salaires sont inférieurs à ceux des ouvriers français. Souvent cette différence de salaire provoque des conflits entre les ouvriers nationaux et les ouvriers étrangers. Cela entretient les sentiments nationalistes chauvins pour le plus grand profit des capitalistes. Les autorités, les entrepreneurs et leurs agents veillent attentivement à ce que les ouvriers étrangers n'entrent pas dans les syndicats et surtout dans les syndicats unitaires. Encore moins sont tolérés ceux qui manifestent de la sympathie ou adhèrent au Parti communiste. Avec des ouvriers pareils, on ne se gêne pas : ils sont expulsés.* » (*Cahiers du bolchevisme*, même article.)

Pour les travailleurs venant des colonies de la France, c'était pire. On comptait 300 000 manœuvres d'industrie issus des colonies d'Afrique du Nord, dont 70 000 dans la région parisienne. Ces travailleurs étaient contraints d'accepter les emplois les plus durs et les plus mal payés. L'esclavage colonial se poursuivait dans la métropole, avec la caution des dirigeants réformistes. Léon Jouhaux écrivait : « *Évidemment, nous nous gardons de penser que la main-d'œuvre indigène doive être traitée au point de vue salaires comme la main-d'œuvre européenne. Il est certain qu'elle est moins productive, certain aussi qu'elle a moins de besoins.* » (*Voix du Peuple*, juillet 1925).

Les communistes revendiquaient les mêmes droits pour tous les travailleurs. Sous leur impulsion, la CGTU créa un bureau central

de la MOE (Main-d'œuvre étrangère) afin d'organiser les travailleurs étrangers et coloniaux sous l'égide d'un militant communiste polonais, Thomas Olszansky. Ce bureau assurait la rédaction d'affiches et de tracts en langues étrangères et dispensait des cours de langue française.

Cette question de l'immigration prit une acuité politique particulière au cours de l'année 1926, marquée par une poussée de l'inflation (plus de 50 % entre avril 1925 et octobre 1926) et du chômage.

Face à la hausse des prix, les communistes revendiquaient l'échelle mobile des salaires.

Quant au chômage, il toucha jusqu'à 600 000 travailleurs. Les départements et les municipalités venaient en aide aux chômeurs, mais les indemnités versées, quand il y en avait, ne compensaient que très partiellement la perte d'un salaire. Le chômage exacerbait la concurrence entre les ouvriers et provoquait une forte campagne de xénophobie, car c'étaient contre les travailleurs immigrés que les partis réactionnaires se déchaînaient. *L'Action Française*, journal royaliste situé à l'extrême droite, les rendait responsables du chômage et les accusait de fournir *« un nombre excessif de bolcheviks, de malades et de délinquants »*. Des députés de droite préconisèrent des mesures de protection des travailleurs français. La SFIO et la CGT, tout en recommandant aux ouvriers français de ne pas s'en prendre aux immigrés, demandaient la fermeture des frontières, voire l'expulsion des étrangers vers leur pays d'origine.

Certains secteurs de la CGTU ne furent pas épargnés par les idées xénophobes. La fédération du bâtiment, secteur qui employait 400 000 travailleurs immigrés, dominée par les militants de la tendance des syndicalistes purs, relayait cette campagne réactionnaire. Jouve, le secrétaire de cette fédération, accusait les immigrés de

« *saboter les conquêtes de la classe ouvrière française* » et préconisait la violence contre ceux qui acceptaient les bas salaires. Ces « syndicalistes » continuaient de s'en prendre aux communistes, accusés de protéger les immigrés à seule fin de les faire adhérer au PC.

Les communistes face à la répression

La crainte que la propagande des communistes inspirait au patronat amenait celui-ci à pratiquer une chasse aux militants.

L'exemple de Renault l'illustre. À Billancourt, cette chasse était ouverte en permanence. Tout ouvrier soupçonné d'appartenir à une organisation syndicale, et a fortiori au PC, était licencié. Les vestiaires étaient souvent ouverts et fouillés pour vérifier s'ils ne contenaient pas de tracts ou de journaux. Une police interne suivait et écoutait les ouvriers dans les tramways, les cafés ; des mouchards étaient chargés de repérer les contestataires. À la porte, un contremaître choisissait ceux qui travailleraient ce jour-là, ou ceux qu'il écartait en criant « *Toi, on ne veut plus te voir !* » Des listes noires permettaient aux patrons d'échanger des informations sur les militants repérés.

En complément des mesures répressives à l'égard des militants ouvriers, la bourgeoisie s'évertuait, au travers de sa presse et de ses institutions, à distiller la haine du communisme parmi tout ce que la France pouvait compter de propriétaires, les grands comme les petits. Le procès, le 22 octobre 1925, à Quimper, de ceux qui avaient tenté d'assassiner le maire PC de Douarnenez donne un exemple du climat qui régnait à cette époque. Dans le jury, il n'y avait aucun ouvrier, constatait le journal *La Bretagne communiste*. À la question : « *Les accusés sont-ils coupables d'avoir tenté de donner la mort à M. Le Flanchec et n'y ont-ils point réussi que par une cause indépendante de leur volonté ?* », ils répondirent non et acquittèrent les

trois accusés. Le Flanchec fut, lui, condamné aux dépens ! « *Si vous frappez un bourgeois, vous récolterez six mois de prison ; si vous tuez Le Flanchec, on vous donnera la médaille du travail !* » avait-il commenté après ce procès.

* * *

Le gouvernement du Cartel des gauches lui-même fut victime de cette campagne réactionnaire. Les milieux financiers se déclarèrent d'emblée hostiles à celui-ci. Un des membres de la famille Rothschild expliquait ainsi les sentiments des banquiers : « *Les élections* [législatives de 1924] *ont donné l'impression que la France allait au communisme. Il y eut un mouvement de crainte. Le mouvement réactionnaire l'a exagéré.* »

Depuis la guerre, le budget de l'État était constamment en déficit. Il suffit qu'un ministre d'Herriot évoquât un impôt sur le capital pour que celui-ci accusât le Cartel de vouloir appliquer le programme socialiste, voire de vouloir instaurer le communisme ! Les milieux d'affaires précipitèrent sa chute en lui coupant les crédits et en accusant le gouvernement d'avoir crevé les plafonds d'émission de monnaie autorisés de la Banque de France, ce qui provoqua la panique chez les épargnants, lesquels, craignant un effondrement du franc, se ruèrent vers leurs banques et leurs caisses d'épargne pour retirer leurs dépôts. Herriot, expliquant l'échec de son gouvernement, avouait s'être heurté au « mur de l'argent », formule restée célèbre.

Le président de la République, le radical Gaston Doumergue, rappela au pouvoir l'homme de droite Raymond Poincaré, celui que les communistes surnommaient « *Poincaré la guerre* » parce qu'il avait été l'artisan de la politique d'union sacrée. Poincaré promettait une politique plus ferme à l'égard du Parti communiste. Quelques mois plus tard, le 23 avril 1927, le ministre de l'Intérieur

Albert Sarraut lança dans un meeting à Constantine : « *Le communisme, voilà l'ennemi !* »

Le 23 août 1927, une manifestation contre l'exécution des anarchistes Sacco et Vanzetti aux Etats-Unis tourna en bataille rangée entre les Jeunesses communistes et la police. Les poursuites liées aux actions contre la guerre du Rif se traduisirent par des condamnations à de la prison ferme. Les arrestations et condamnations pour atteinte à la sûreté de l'Etat se multiplièrent. Au total 3 400 mois de prison ou de bagne furent distribués. Selon le mot d'Henri Barbé, la prison de la Santé devint « *le siège du Parti communiste* : *nous étions plus de 80. Il y avait là le secrétariat du parti et le bureau politique à peu près au complet. Il y avait là la majorité du comité central du Parti. Presque* [toute la direction] *de la CGTU.* »

Les jeunes communistes en pointe contre la politique opportuniste de la direction du parti

Cette répression trempait le parti et augmentait son prestige auprès de la frange la plus radicale de la classe ouvrière. Le courage et la ténacité avec lesquels les militants communistes défendaient leurs positions laissaient une empreinte durable dans la conscience des travailleurs.

Car ce n'était pas tant sur les errements de l'Internationale stalinienne que les ouvriers jugeaient le Parti communiste que sur l'attitude de ses militants au jour le jour.

Les militants du Parti communiste eux-mêmes étaient maintenus dans l'ignorance de la lutte qui se déroulait en URSS. Le cours opportuniste défendu par Staline avait néanmoins des conséquences très concrètes sur le comportement de la direction française et c'est sur elle que se cristallisa l'opposition à un opportunisme de plus en plus

avoué. La politique d'ouverture prônée par Staline à l'égard des organisations réformistes avait trouvé l'aval de tous les réformistes que comptait encore le PC, principalement parmi les élus qui s'étaient accommodés de la bolchevisation quand ils comprirent que ce n'étaient pas eux qui étaient visés par la lutte contre « les survivances social-démocrates ». Ces hommes, pour qui le rétablissement des relations cordiales avec les dirigeants de la SFIO offrait la possibilité d'alliances électorales prometteuses en termes de postes, étaient devenus de fervents soutiens du nouveau cours. Marcel Cachin, par exemple, salua la « discipline communiste » qui avait permis la victoire de la gauche aux élections sénatoriales de janvier 1927. Mais cette attitude amenait les dirigeants du PC à défendre des positions destinées à séduire un électorat sur des bases très éloignées du programme et des traditions communistes. Aussi, au moment où les communistes se battaient contre la xénophobie, Pierre Semard alla jusqu'à défendre la fermeture des frontières aux travailleurs étrangers.

En 1927, une telle attitude ne pouvait laisser la base sans réaction. C'est des Jeunesses communistes que vint la contestation. Les Jeunesses communistes étaient en première ligne de tous les combats du PC et étaient les premiers visés par la répression. Ils souhaitaient que leur parti maintienne une ligne radicale et envoyèrent plusieurs lettres dans ce sens à la direction du parti. Une première en avril 1927 dénonçant les glissements opportunistes. Une seconde quelques mois plus tard protestant contre le comportement légaliste de certains dirigeants du parti face à la répression.

Les jeunes communistes avaient un poids important. Avec la bolchevisation, le parti avait attiré des jeunes séduits par ses discours combatifs et radicaux. Pendant que le parti déclinait, le poids des Jeunesses communistes en son sein s'était renforcé. Bien qu'étant membres à part entière du parti, les jeunes communistes avaient

leur organisation. Les principaux dirigeants en étaient Henri Barbé (son secrétaire général depuis la fin 1925, succédant à Doriot), Pierre Celor, André Ferrat, Henri Lozeray. Ils avaient leur journal, *L'Avant-garde*. En cette année 1927, *L'Avant-garde* s'était fait une réputation en organisant un concours de caricatures des « gueules de vaches ». Le jeu consistait à cibler des officiers qui avaient fait du zèle en matière d'autoritarisme et de brimades. Les JC se préoccupaient aussi de maintenir le lien avec les ouvriers appelés sous les drapeaux. Ils avaient créé une caisse, alimentée par le « sou du soldat » qui servait à leur envoyer des colis et de l'argent.

Dans leurs interventions, les JC faisaient preuve de sérieux et de discipline. Ils avaient créé un service d'ordre efficace, capable de disperser les meetings d'extrême droite et de faire front aux forces de police. Ils firent leurs preuves lors des manifestations contre la guerre du Rif ou contre l'exécution de Sacco et Vanzetti.

Ces Jeunesses communistes regroupaient des militants révoltés, dévoués, courageux, mais qui n'avaient jamais eu l'occasion de connaître les idées marxistes sinon sous une forme dénaturée. La direction du parti maintenait en effet une cloison étanche entre les militants français et les traditions bolcheviques incarnées par l'Opposition russe.

Du fait de cette ignorance, c'était le cours gauchiste de la période 1924-1925 qui servait de référence à ces jeunes. Le mécontentement que suscitait la politique opportuniste de la direction s'exprimait par ailleurs sur fond de rivalités au sommet pour la direction du parti. En la personne des dirigeants des Jeunesses communistes, déjà fortement liés aux dirigeants de l'Internationale, Staline disposait d'une direction de rechange.

Chapitre III

1928-1933 : le PC français achève sa transformation en parti stalinien

Nouveau virage : la tactique « classe contre classe »

À la fin de l'année 1927, Staline imposa à l'Internationale un nouveau tournant brutal.

La politique de l'IC venait d'aboutir à une défaite terrible : l'écrasement de la Révolution chinoise. En avril 1927, Tchang Kaï-chek, un dirigeant nationaliste qui avait le soutien de Staline et de Boukharine, se retourna contre le Parti communiste chinois, en procédant au massacre systématique des militants communistes.

Au sein du parti russe, cela souleva des doutes sur la politique de Staline. L'audience de l'Opposition s'en trouva augmentée, ce qui amena Staline à durcir son attitude à son égard. Le 15 novembre 1927, Trotsky et Zinoviev furent exclus du Parti communiste soviétique.

Bâillonner l'Opposition ne pouvait suffire à masquer la faillite de la politique de Staline. Après trois ans de cours ouvertement droitier, Staline imposa à l'IC une brusque volte-face. Ce fut le tournant dit « classe contre classe ». Staline prétendait qu'après la période révolutionnaire et la période de stabilisation qui lui avait succédé,

on entrait dans une « troisième période » marquée par une accentuation de la lutte des classes. Effectuée dans l'intérêt de la bureaucratie, cette politique ultra-radicale dans les mots n'était en rien plus juste que le cours précédent. Les commentateurs politiques les plus lucides de la bourgeoisie ne s'y trompaient pas, comme en témoigne un article paru dans *Le Temps*[12] le 2 février 1928 : « *Il semble bien que les partisans de M. Trotsky soient, comme leur maître, plus "à gauche" que les staliniste*s. *M. Trotsky représente les doctrines de violence et d'impérialisme rouge. La révolution, à son avis, ne peut triompher que si elle devient mondiale, et elle ne peut le devenir que par les armes. Il s'appuie à la fois sur les ouvriers industriels et sur les chefs les plus ambitieux de l'armée soviétique. C'est le marxisme casqué et botté. Il serait donc plus dangereux pour notre civilisation occidentale que M. Staline qui procède à une sorte de stabilisation du bolchevisme et qui appuie sa dictature sur les paysans enrichis.* » Les termes journalistiques d'« impérialisme rouge » et de « marxisme casqué et botté » désignaient le spectre de la révolution prolétarienne que la bourgeoisie sentait s'éloigner.

Staline affirmait que la classe ouvrière était en train de se radicaliser au moment où, en France, le nombre de grévistes était le plus bas de la décennie (120 551 enregistrés en 1927). Pour les sections de l'Internationale, il s'agissait désormais de combattre en priorité les organisations réformistes, de nouveau baptisées « social-fascistes » pour la circonstance. Cette politique plongea le PC dans un isolement qui aurait pu lui être fatal s'il n'avait pu compter sur la fidélité de militants ouvriers prêts à tous les sacrifices pour que puisse exister un parti communiste. Mais, au travers de cette

[12] *Le Temps*, ancêtre du journal *Le Monde*, était alors le journal français de référence. « *La bourgeoisie faite journal* », disait Jaurès.

crise, le PC sélectionna également des cadres prêts à épouser tous les méandres de la politique de Staline.

Les conséquences en France de ce nouveau cours gauchiste

C'est en novembre 1927 que la direction française prit connaissance de cette nouvelle orientation. Si les dirigeants français n'avaient pas offert beaucoup de résistance au virage droitier de la période précédente, il n'en fut pas de même cette fois. En janvier 1928, le comité central se réunit clandestinement. 13 membres sur les 36 se déclarèrent contre la nouvelle politique et la plupart de ceux qui votèrent en sa faveur se montraient peu enthousiastes. Seuls les dirigeants des Jeunesses communistes y adhérèrent sans réserve. L'IC s'appuya donc sur eux. Ce fut là l'origine de ce que les staliniens appelèrent ultérieurement le « groupe Barbé-Celor », qui n'était en réalité rien d'autre que la direction des JC de l'époque.

Ce cours classe contre classe suscita des oppositions à tous les niveaux du parti français.

Les tendances parlementaristes, qui avaient toujours subsisté au sein du PC, avaient trouvé une nouvelle vigueur pendant la période précédente. Et le PC comptait bien des élus qui n'étaient pas disposés à accepter sans réagir une politique qui compromettait leur réélection.

L'orientation, radicale verbalement, mettait brutalement fin à la politique de rapprochements des dirigeants du PC avec les dirigeants socialistes. Le cours classe contre classe excluait tout accord de désistement en faveur des socialistes aux élections législatives de 1928. Les candidats communistes devaient se maintenir au second tour dans tous les cas, quitte à favoriser la victoire d'un candidat de droite. Ce qui eut pour conséquence, après les législatives

d'avril 1928, de réduire de 26 à 11 le groupe parlementaire du PC, en dépit d'un pourcentage de voix en hausse au premier tour par rapport aux élections de 1924 (11,26 % au lieu de 9,82 %).

Cette tactique classe contre classe « *heurtait de front la tradition républicaine* », commentait Vassart, un responsable du PC de l'époque, dans ses *Mémoires*. Cela résumait la nature de l'opposition de la plupart des élus. S'ils s'opposaient à la tactique classe contre classe, ce n'était pas au nom des traditions bolcheviques dont ils n'avaient que faire, mais parce que la tactique gauche contre droite du cours précédent leur avait été plus favorable. Plusieurs quittèrent le parti ou en furent exclus pour n'avoir pas respecté ses consignes. Pour Trotsky, c'était là un démenti évident des thèses prétendant que les masses se radicalisaient : « *Et si, à l'heure qu'il est, les opportunistes français ne vont pas vers la gauche mais retournent au contraire à droite, c'est là un signe infaillible du relâchement des masses, de l'affaiblissement du parti et de ce que tous ces arrivistes, pour conserver leurs mandats municipaux et autres, sentent l'avantage qu'il y a pour eux de marcher contre le communisme* » (janvier 1930).

Les élections législatives montrèrent que l'électorat du PC n'adhérait pas à cette nouvelle politique. Dans les 265 circonscriptions où le PC décida de se maintenir bien que le candidat socialiste fût arrivé en tête, le PC perdit au second tour 56 % des voix obtenues au premier.

Le départ de quelques opportunistes ne constituait pas en soi une perte majeure pour le mouvement communiste. Autrement plus catastrophique pour le PC fut l'hémorragie militante qu'entraîna cette politique. Le cours classe contre classe se traduisit par une série de grèves et de manifestations décidées à contretemps, mais aussi par des prises de position incompréhensibles pour les

ouvriers. Pierre Semard qui, quelques mois auparavant voulait que le PC défende la « République en danger », dénonçait désormais ses institutions comme des organes fascistes : « *La conquête de la municipalité, c'est le moyen de dénoncer la prétendue "souveraineté du peuple" et le mensonge de "l'indépendance administrative de la commune", de montrer comment la démocratie bourgeoise passe à l'emploi de méthodes fascistes et à la fascisation des municipalités.* [...] *À aucun moment il ne saurait être admis que nos élus doivent légiférer dans le cadre des lois et de la légalité bourgeoises* » (*Cahiers du bolchevisme*, avril 1930).

La politique du PC provoqua une crise ouverte à la CGTU, où de nombreux cadres refusèrent de relayer des slogans et des mots d'ordre en décalage complet avec la réalité. L'Internationale syndicale rouge procéda alors à une épuration sans précédent. En France, tous les cadres de la CGTU qui se montraient hostiles ou simplement réservés sur ce cours ultra-gauche du PC furent peu à peu remplacés par des militants acquis à cette nouvelle orientation.

Le résultat de cette attitude fut un effondrement des effectifs de la CGTU. Quant au PC lui-même, entre 1927 et la fin de 1929, ses effectifs tombèrent de 56 000 à 39 000 membres, chiffres officiels, bien au-dessus de la réalité. Les pertes étaient particulièrement sensibles dans les grands centres industriels : région parisienne - 45 %, Troyes - 39 %, Nancy - 78 %, Marseille - 42 %, Alsace-Lorraine - 40 %. Le nombre des cellules d'usine avait diminué de 900 à 660.

L'Humanité qui, en 1927, titrait à 180 000 exemplaires, était tombée à 145 000. À Paris, la vente du journal était passée de 38 000 à 28 000.

Les militants communistes furent isolés. Il ne manqua pas alors de réactionnaires pour se réjouir de ce déclin, proclamant la mort

prochaine du PC. Il est vrai que la politique de Staline leur donnait quelque espoir en ce sens. Mais le Parti communiste continuait de bénéficier des vocations militantes que la Révolution russe avait suscitées.

« *Nous ne songeons point à atténuer le fait qu'entre le parti tel qu'il devrait être et le parti tel qu'il est, la distance est énorme* », commentait Trotsky en septembre 1929, peu de temps après que Staline l'eut expulsé d'URSS. Mais, ajoutait-il, « *nous sommes pourtant loin de faire une croix sur le parti et de passer outre* ». Trotsky constatait que, malgré « *les fautes inconcevables de sa direction* », le PC continuait de rassembler plus d'un million d'électeurs et qu'il avait réussi à conserver une partie de sa base ouvrière. « *Nous voyons là avant tout l'expression indiscutable du besoin impérieux que ressent le prolétariat d'une direction révolutionnaire.* [...] *Il y a dans le parti des ouvriers courageux, prêts à tous les sacrifices : ce sont eux que nous voulons aider dans l'élaboration d'une ligne politique juste, dans l'établissement d'un régime intérieur sain et d'une bonne direction communiste.* » Et, autour du parti, des dizaines de milliers d'ouvriers, qui s'étaient éloignés, pouvaient y retourner pour peu qu'il rompe avec son caporalisme et qu'il défende une politique correspondant à leurs préoccupations. Pour Trotsky, la tâche du moment était « *d'empêcher que l'indignation justifiée contre une direction néfaste n'aboutisse à une désillusion à l'égard du communisme et de la révolution en général* ».

* * *

Staline n'avait pas encore la mainmise absolue sur ce parti. Les réactions en son sein étaient vives, essentiellement à la base, mais pas seulement. Le sixième congrès du parti (Saint-Denis, 31 mars – 7 avril 1929), se déroula à huis clos devant 272 délégués triés sur le volet, dont 108 permanents. Ils furent mis devant le fait accompli

des changements décidés dans les coulisses. Le renouvellement de la direction fut spectaculaire : plus de 60 membres du CC élus au précédent congrès étaient éliminés. Un secrétariat politique responsable collectivement, composé d'Henri Barbé, Maurice Thorez (organisation et propagande), Pierre Celor (responsable de l'appareil), et Benoît Frachon (travail syndical), devenait la nouvelle direction du parti. Une militante dénonça « les saloperies de Semard » lorsque celui-ci annonça l'éviction du comité central d'un militant ouvrier apprécié, Joseph Jacob, pour la simple raison qu'il avait voté contre la nouvelle politique.

Les militants n'hésitaient pas à exprimer à l'intérieur leurs critiques sur le caractère bureaucratique du fonctionnement de leur organisation. Une cellule de la métallurgie envoya une lettre de protestation à la direction du rayon : « *Vous prenez des directives et vous nous envoyez ces directives couchées sur le papier, sans vous rendre compte si ces directives peuvent s'adapter à la situation de notre boîte.* » Au cours d'une réunion du sous-rayon de Pierrefitte, un adhérent, approuvé par plusieurs autres, s'exprimait ainsi : « *À la base, on n'a pas le droit de parler, on nous cloue le bec !* » Dans une cellule à Saint-Denis, un militant constatait : « *Nous n'avons rien à dire, nous exécuterons vos ordres* », dans une autre : « *Il n'y a rien à faire, le parti ne tient pas compte de ce qu'on dit.* »

Beaucoup sentaient que quelque chose n'allait pas dans la politique que leur direction leur faisait mener. Mais celle-ci était la seule politique « communiste » qu'ils connaissaient. Les thèses des quatre premiers congrès de l'Internationale, du temps où celle-ci avait une orientation révolutionnaire, étaient inconnues de la plupart. La plupart des textes qui servaient de socle à la formation des militants du PC étaient ceux édités à partir cinquième congrès

de l'Internationale en 1924, lorsque la lutte contre les « déviations trotskystes » était devenue la priorité.

Malgré les obstacles et les tombereaux de calomnies que les staliniens déversaient sur lui, Trotsky tentait de trouver l'oreille des communistes français. En janvier 1930, il rédigea une série d'articles consacrés à la politique du PC et de la CGTU, regroupés sous le titre *La troisième période d'erreurs de l'Internationale communiste*, dans lesquels il analysait les modifications de la composition sociale du prolétariat français après la Première Guerre mondiale et les changements d'état d'esprit qui étaient en train de s'opérer en son sein. Changements dont on pouvait espérer alors qu'ils fussent les prémisses d'une explosion ouvrière. Mais le processus n'en était alors qu'à ses débuts.

Délivrer le mouvement communiste de l'emprise du stalinisme était le seul moyen d'éviter de nouveaux échecs. Cette tâche était colossale. La transformation bureaucratique de l'IC était intervenue trop tôt, avant que celle-ci ait pu former des cadres réellement marxistes révolutionnaires en dehors de Russie. En France, ceux qui avaient été exclus, et dont certains, pendant un temps, avaient continué de critiquer la politique du PC au nom du communisme, s'étaient révélés incapables de défendre une réelle politique communiste face à la caricature qu'en faisaient les staliniens. Souvarine avait fini par rejeter toute solidarité avec le mouvement communiste et l'URSS qu'il qualifiait de capitalisme d'État. Monatte et Loriot étaient revenus à leurs positions syndicalistes révolutionnaires d'avant-guerre. Il ne restait guère que Rosmer et une poignée de militants regroupés autour du journal *La Vérité* pour tenter de relayer auprès des militants du PC les positions de l'Opposition trotskyste, la seule qui combattait le stalinisme au nom du bolchevisme.

Staline devait son autorité politique à l'usurpation de l'héritage de la révolution d'Octobre. Pour le conserver, il employa les moyens les plus brutaux contre ceux qui pouvaient le lui contester. Après les avoir emprisonnés et déportés, l'année 1930 fut aussi le moment où Staline commença à procéder à l'extermination physique des militants de l'Opposition de gauche en URSS. Les sections de l'Internationale eurent pour tâche d'empêcher que renaisse un courant communiste révolutionnaire dans les autres pays. Les dirigeants staliniens s'employèrent à créer un fossé de haine entre les trotskystes et les militants du PC afin de rendre toute discussion impossible. De même, ils firent tout pour empêcher que les ouvriers puissent entendre un autre son de cloche communiste que celui du Kremlin. En 1931, en France, des commandos staliniens commencèrent à disperser les meetings des trotskystes, qui critiquaient la politique de l'Internationale en Allemagne, où le danger fasciste était bien réel.

Le perfectionnement de l'appareil stalinien

Le recours à la violence employée par les staliniens envers ceux qui les contestaient au nom du communisme ne pouvait en rien éviter les dangers que leur politique faisait courir à l'existence même du PC, qui continuait de se réduire comme peau de chagrin. Beaucoup le quittaient, n'en pouvant plus d'être traités de déviationnistes dès qu'ils émettaient une réserve sur la politique qu'on leur faisait mener. Des cadres, espérant gagner leurs galons de dirigeants, faisaient des excès de zèle en imputant les échecs du parti à son manque d'activité, en retrait par rapport à la volonté révolutionnaire des masses ouvrières ! L'un d'eux, Marcel Gitton, était allé jusqu'à prendre d'assaut les locaux de *L'Humanité* avec un groupe de jeunes ouvriers afin de mettre les rédacteurs en garde contre tout

écart de la ligne révolutionnaire prônée par l'IC. Le PC montrait des signes évidents de décadence et le risque de décomposition était réel. Les jeunes dirigeants n'avaient plus l'autorité nécessaire pour imposer une politique sur laquelle, si on en croit ce qu'écrivit Henri Barbé dans ses *Mémoires*, eux-mêmes commençaient à émettre de sérieux doutes. Staline dut alors prendre des mesures draconiennes. Il fit tout d'abord porter toute la responsabilité de l'échec de sa politique sur l'équipe des jeunes sur laquelle l'Internationale s'était appuyée. Pendant l'été 1931, Manouilsky, lors d'un comité central clandestin, informa les participants qu'un policier s'était infiltré au sein de la direction. C'était une calomnie, mais il fallait bien un prétexte pour mettre fin au règne de l'équipe dirigeante qu'il avait lui-même mise en place. Pierre Celor, le responsable officiel de l'appareil du PC, alors à Moscou, fut la victime de cette machination. Celor fut soumis pendant des mois à des interrogatoires où les staliniens tentèrent de lui faire avouer qu'il était un policier. Dépossédé de ses papiers, Celor parvint à s'enfuir d'URSS après avoir obtenu un passeport à l'ambassade de France. Preuve, selon les staliniens, qu'il était bien un agent de la bourgeoisie !

Pour se dédouaner auprès des militants de ses responsabilités dans la politique menée par le PC, Staline orchestra l'élimination de la direction Barbé-Celor de telle façon qu'elle apparaisse comme une volonté de lutter contre les comportements bureaucratiques.

En août 1931, apparaissaient dans *L'Humanité* une série d'articles signés Maurice Thorez intitulés *La Démocratie syndicale*, *Pas de mannequin* ou bien encore *Les bouches s'ouvrent*. Dans ces articles, on ne trouvait bien sûr pas une once de critique de l'Internationale. En revanche Thorez s'en prenait aux responsables communistes accusés de cacher aux militants la vérité sur la situation réelle du parti. Thorez semblait déplorer que les discussions politiques

étaient absentes et que les militants devaient se borner à obéir aux ordres de responsables qui les prenaient pour des mannequins. Il poussait la démagogie jusqu'à écrire : « *Les critiques chatouillent désagréablement les oreilles des responsables ; ils y répondent de telle façon que les ouvriers perdent toute envie de discuter... Formellement on proclame les bienfaits de l'autocritique, mais dès qu'un camarade critique, on lui fait mille reproches, on lui tient rigueur, si même on ne va pas jusqu'à l'accuser de vouloir désagréger le parti. Si quelqu'un sort une simple idée, on se demande tout de suite :* "Quelle peut être sa déviation ?" » (*L'Humanité* du 14 août 1931).

Ces articles glorifiant la liberté de parole paraissaient juste après que l'Internationale eut envoyé une équipe internationale, dirigée par le Tchécoslovaque Eugen Fried, pour prendre directement la direction du parti français. Quelques mois plus tard, *L'Humanité* abreuvait ses lecteurs de révélations sur l'affaire Celor. Tous les articles portaient la signature de Cachin, Thorez, Semard sans que l'Internationale eût besoin de leur demander leur avis.

Cette mise en scène était le préalable à un profond renouvellement de l'appareil dirigeant, de manière à rendre totale la mainmise des staliniens sur le parti.

Le soin méticuleux avec lequel Fried et son équipe procédèrent montrait que les staliniens craignaient les réactions que leur politique pouvait provoquer. Un certain nombre de précédents les avait conduits à être méfiants. Parmi les dirigeants qui avaient défendu la politique bureaucratique de l'IC depuis 1924, tous n'étaient pas des dirigeants staliniens au sens que ce mot allait prendre dans les années trente, à savoir des dirigeants prêts à épouser sans discuter tous les méandres de la politique du Kremlin tout en camouflant, en connaissance de cause, les horreurs de la dictature de Staline. Albert Treint par exemple qui, après avoir exclu les dirigeants

coupables de « déviations trotskystes » dans la période 1924-1925, avait jeté un pavé dans la mare à la fin de l'année 1927 en déclarant : « *Le danger actuel, c'est le stalinisme, c'est-à-dire le système d'étouffement bureaucratique et de terreur administrative dans le parti russe et dans l'Internationale, système destiné à empêcher ou à briser toute protestation contre la politique opportuniste d'aujourd'hui, ainsi qu'à masquer la faillite grandissante de cette politique. Contre ce danger il faut maintenant combattre sans merci. À bas le stalinisme, vive le léninisme !* » Propos qui valurent à Treint d'être à son tour exclu pour trotskysme. Il y avait aussi l'exemple de l'École léniniste de Moscou, où ceux qui étaient destinés à devenir des cadres du PC devaient suivre un stage compris entre quatorze mois et deux ans. D'après ce que raconte Barbé dans ses *Mémoires*, sur la centaine de jeunes envoyés par le PC entre 1927 et 1936, seule une dizaine resta au PC. « *La majorité des élèves exprimait sa déception devant la réalité révélée par le contact direct avec les ouvriers russes et le système d'exploitation qu'ils subissaient.* » Ceux qui quittèrent le PC abandonnaient généralement toute activité politique ou devinrent, à l'instar de Barbé, des militants anticommunistes. Il reste que, pour les dirigeants soviétiques, sélectionner des cadres qui leur soient totalement dévoués n'était pas une chose si aisée, même si les épurations opérées depuis 1924 avaient permis de présélectionner de tels éléments.

Une section des cadres fut mise en place en France. Les candidats aux postes de responsabilités devaient répondre à un questionnaire sur leur vie personnelle et leur parcours militant qui était de fait un véritable interrogatoire policier. Parmi ces questions : « *Avez-vous dans votre famille ou vos relations des personnes appartenant aux forces d'oppression ou de répression de la classe ouvrière ? Des ennemis ou des adversaires du parti ?* [...] *Si oui, quel degré de*

parenté ? Depuis quand les connaissez-vous ? Comment êtes-vous entré en relations ? De quelle façon précise et pour quels motifs les fréquentez-vous ? » Les réponses (ou les dissimulations...) pouvaient ainsi fournir des prétextes aux dirigeants staliniens pour éliminer les éléments qui ne leur donneraient pas des garanties suffisantes. Les candidats retenus allaient fournir l'ossature du PC pour toute une période.

* * *

En mars 1932 se tint le septième congrès du parti à Paris. Il allait en sortir une direction qui resterait en place pendant plusieurs décennies. Des onze membres du bureau politique, seuls deux quitteraient le parti : Doriot et Ferrat. Doriot fonda en 1936 le Parti populaire français (PPF), un parti ouvertement fasciste et antisémite qui devint un pilier du régime de Pétain. Ferrat, quant à lui, prit ses distances avec la politique imposée par Moscou et fonda la revue d'opposition *Que faire,* en référence à un célèbre ouvrage de Lénine. Il fut rapidement exclu du PC.

À l'exception de Gitton (écarté en 1939), Semard (fusillé par les nazis) et André Marty (exclu en 1952), tous les autres (Cachin, Thorez, Duclos, Frachon, Monmousseau) restèrent des dirigeants staliniens jusqu'à leur mort.

Ces changements s'effectuèrent à un moment où le cours gauchiste laissait le parti exsangue, avec à peine 25 000 adhérents, dont quelques milliers dans le département de la Seine.

Les Jeunesses communistes, qui regroupaient 12 000 militants en 1927, n'en comptaient plus que 3 500 en 1934.

Mais le PC bénéficiait des immenses moyens matériels dont disposait la bureaucratie soviétique. Son appareil s'était développé en proportion inverse de ses effectifs. Il entretenait désormais plus

de 500 permanents formés à la défense inconditionnelle de la politique de Staline.

Un parti militant qui continue de bénéficier du prestige de la Révolution russe

Parmi les classes populaires, la substitution du stalinisme au communisme fut d'autant moins visible que cette évolution s'était faite au sein d'un parti qui continuait d'afficher un discours très radical et qui avait conservé un noyau de militants éprouvés qui continuait d'affirmer sa confiance dans le communisme et qui, pour cela, restait la principale cible de la répression patronale. Ce sont ces particularités qui permirent au stalinisme de jouer un tel rôle.

Car l'appareil stalinien exerçait son contrôle sur un parti qui restait une force influente au sein de la classe ouvrière. Aux élections législatives de 1932, le PC réalisa 8,32 % des voix avec 796 630 électeurs, soit 269 469 de moins qu'en 1928. C'était certes un recul, mais pas un effondrement.

Si les ouvriers n'étaient pas prêts à répondre aux mots d'ordre révolutionnaires du PC, le courage et la ténacité des militants communistes marquaient les esprits. Malgré la répression, les militants se cramponnaient. L'exemple de Renault est significatif. En 1931, la cellule de l'usine de Billancourt ne comptait plus que dix-neuf adhérents. La section de la CGTU en comptait à peine trois fois plus ! Pour survivre à la répression, le syndicat lui-même dut être réorganisé en triangles clandestins. Les militants fonctionnaient par groupes de trois dont un seul avait le contact avec le militant situé en amont de l'organisation. Cela rendait bien plus difficile le travail de sape des mouchards. Et lorsqu'il n'était pas possible de défendre leur politique de l'intérieur, c'est de l'extérieur que les

militants continuaient de s'adresser aux ouvriers. Ils procédaient par surprise. Un petit noyau à l'intérieur de l'usine était chargé d'alerter les ouvriers qu'une prise de parole aurait lieu à tel endroit. Un orateur haranguait les ouvriers pendant cinq ou dix minutes le temps que la police arrive et tente de l'arrêter. Souvent les tracts étaient saisis et les militants arrêtés. Mais parfois, des ouvriers prenaient la défense des militants.

Grâce à ces années d'efforts déployés en direction de la classe ouvrière, le PC connut un développement spectaculaire avec la nouvelle montée des luttes ouvrières dont la grève générale de juin 1936 sera le point culminant.

* * *

En 1931 déjà, les ouvriers devenaient plus attentifs à ce que disaient les militants communistes. La crise du capitalisme, déclenchée par le krach de Wall Street d'octobre 1929, commençait à manifester ses effets en France. Des dirigeants d'entreprise eurent recours au chômage partiel pour la première fois depuis des années. À Renault, le syndicat patronal, soutenu par une fraction de la CGT-Jouhaux, lança le mot d'ordre « *Du travail aux Français d'abord* ». Prenant le contre-pied de cette propagande, les militants communistes prônaient le front unique des travailleurs français avec leurs camarades étrangers. Ils militaient alors à contre-courant. Mais peu à peu les choses changèrent, comme en témoigne un militant : « *D'abord, les ouvriers prêtèrent attention à nos tracts pour ensuite se les arracher. Le journal de la cellule d'usine* Le char d'assaut *était mieux accueilli et même discuté, sa vente augmenta de plusieurs centaines de numéros. Les orateurs du syndicat qui, lorsqu'ils descendaient aux portes prendre la parole, étaient accueillis comme des camelots venant vendre de la marchandise, mais toutefois*

défendus contre les flics par instinct de classe, sont maintenant écoutés attentivement et chaleureusement applaudis. »

Fin 1931, à Billancourt, les militants du PC animèrent une grève de 6 000 ouvriers contre la menace de Renault de baisser les salaires de 10 %.

En mars 1933, une autre grève importante, toujours contre les baisses de salaire, eut lieu à l'usine Citroën de Javel (29 mars – 5 mai). Les militants du PC ayant presque tous été licenciés de l'entreprise, ils organisèrent et soutinrent le mouvement de l'extérieur. Parmi les dirigeants de la grève, le nom de Jean-Pierre Timbaud est resté. Un comité de grève comprenant 180 délégués fut élu. Le point d'orgue de cette grève fut un meeting où ouvriers de Citroën et de Renault se retrouvèrent ensemble à près de 15 000 devant les portes de l'usine de Billancourt. Les ouvriers chantèrent *L'Internationale*. « *Du jamais vu depuis 1920* », écrivit *L'Humanité*.

La combativité retrouvée de la classe ouvrière sortait les militants communistes de leur isolement. Ils bénéficiaient en outre du prestige intact de la révolution d'Octobre. Si, avec le reflux, la révolution avait pour un temps perdu de son actualité, cet idéal demeurait vivant dans le cœur des ouvriers.

La crise démarrée en 1929 rendait les travailleurs plus réceptifs aux discours des militants communistes, qui depuis des années proclamaient la nécessité de renverser le capitalisme. Mais c'est une orientation toute contraire que les dirigeants soviétiques imposèrent au PC.

Mars 1933 fut marqué par l'arrivée de Hitler et des nazis au pouvoir. Très vite, Hitler entreprit la destruction physique des organisations ouvrières, dont le Parti communiste allemand, le principal parti de l'Internationale après le parti russe.

La politique de Staline, en dénonçant le Parti social-démocrate comme social-fasciste, avait empêché que se réalise l'unité des ouvriers sociaux-démocrates et communistes contre leur ennemi commun et avait joué un rôle déterminant dans la victoire du fascisme.

Le pire fut que cette catastrophe politique ne suscita aucune réaction notable dans aucun des partis de la Troisième Internationale. De ce constat, Trotsky tira la conclusion qu'il n'y avait plus aucun espoir de redresser l'Internationale communiste.

Le PC s'était bien transformé en un parti militant, centralisé et discipliné, mais pas en instrument au service de l'émancipation de la classe ouvrière. Au parti social-démocrate de ses débuts s'était substituée une caricature du bolchevisme qui se résumait à l'obéissance aveugle aux dirigeants de Moscou.

* * *

Sous l'emprise croissante du stalinisme, l'Internationale communiste a été réduite au rang d'instrument de la diplomatie soviétique, comme en témoigne le revirement brutal que Staline imposa à la politique du PC français en 1934.

La prise de conscience que le régime de Hitler, non seulement allait durer, mais qu'il constituait une menace pour l'existence de l'URSS, amena Staline à chercher des alliés du côté des États impérialistes que le réarmement de l'Allemagne pouvait inquiéter, notamment la France. Le journal bourgeois *Le Temps* s'efforçait une fois encore de dissiper les inquiétudes de ses lecteurs qui voyaient toujours en Staline un révolutionnaire : « *Aucune conciliation n'est possible entre la politique de révolution permanente de Trotsky et celle que Staline a fait triompher avec la formule "construction du socialisme dans un seul pays"* » (13 août 1933). Ce rapprochement entre la France bourgeoise et l'URSS stalinienne fut concrétisé par

la signature d'un traité militaire d'assistance mutuelle, le 2 mai 1935, le pacte Laval-Staline.

Cette nouvelle orientation fut d'autant mieux acceptée par la direction du PC français qu'elle correspondait au réformisme latent qui existait en son sein. Une des manifestations de la dégénérescence de l'Internationale fut la sélection d'un personnel dirigeant non seulement servile face aux dirigeants soviétiques, mais aussi sensible aux charmes des institutions bourgeoises, comme le montre Philippe Robrieux dans sa biographie de Thorez : « *Mais pour lors, tout au bonheur de son élection (1932), le nouveau député fait, au bénéfice d'une Chambre qui semble l'attirer irrésistiblement, des entorses au régime qu'il s'est fixé. Thorez, en effet, se plaît beaucoup dans les bureaux de la Chambre : il s'habitue à y recevoir, à y travailler. Il en vient à y séjourner plus longtemps et plus volontiers qu'au siège du parti. Lorsqu'il lui faut régler un problème, il prend un plaisir significatif à éviter de se déplacer, et à convoquer les responsables du parti, même ceux du secrétariat, dans son bureau à l'Assemblée. Voyage-t-il en autobus ? Il monte le dernier, pour exhiber ensuite sa carte de député qui lui donne le droit de voyager en surcharge sur la plate-forme.* »

* * *

Pour le PCF, ce fut la fin d'une période. La France n'était plus présentée par la direction du PCF comme une démocratie bourgeoise mais comme une démocratie tout court, qui plus est héritière des meilleures traditions de la Révolution française ! Après la signature, en mai 1935, du pacte Laval-Staline, par lequel ce dernier affirmait « *comprendre et approuver pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité* », l'armée française, que les militants du PC, depuis son origine, contestaient, fut dès lors présentée comme la meilleure

garante de la démocratie... Cette période marquée par l'union du drapeau rouge et du drapeau tricolore choqua une partie des militants. Dans les manifestations, beaucoup enroulèrent le bleu et le blanc du drapeau français pour ne laisser paraître que le rouge…

La traduction politique la plus marquante du retournement politique complet du PC fut, en France, au moment où une nouvelle vague ouvrière menaça la propriété capitaliste, le soutien au gouvernement de Front populaire dirigé par Léon Blum, celui qui, au congrès de Tours, se posait en gardien des traditions réformistes menacées par le communisme.

Quant à l'Internationale communiste, bien que déjà politiquement morte en tant que parti révolutionnaire, elle continua d'exister jusqu'en 1943, date à laquelle elle fut dissoute par Staline pour montrer aux maîtres du monde impérialiste qu'il n'avait aucune intention de profiter de cette nouvelle guerre pour remettre en cause leur ordre mondial.

Conclusion

Il est utile de raconter l'histoire des origines du Parti communiste français, car cette histoire est largement méconnue. Plutôt que de faire œuvre de vérité, la grande majorité des historiens préfèrent ressasser comme une évidence que le stalinisme et le communisme sont une seule et même chose et qu'en définitive, la faillite du stalinisme est celle du communisme. Cette opinion erronée domine aujourd'hui, y compris dans les rangs du mouvement ouvrier.

Si la bourgeoisie a pu maintenir sa domination, elle le doit en grande partie au stalinisme.

Les partis de la Deuxième Internationale s'étaient développés dans le cadre de la démocratie bourgeoise, au point d'en devenir partie intégrante. Blum, élu président du Conseil en juin 1936, se présentait comme *« un gérant loyal du capitalisme »*. La Troisième Internationale, elle, s'était muée en force contre-révolutionnaire parée du prestige de la révolution d'Octobre. Le stalinisme a joué un rôle réactionnaire, d'autant mieux qu'il a été en capacité de canaliser les espoirs suscités par la Révolution russe et de dévoyer la fraction la plus déterminée du mouvement ouvrier, celle qui s'était détachée de la social-démocratie en se tournant vers le communisme, à une époque où la crise du capitalisme et les calamités qu'elle engendrait mettaient la révolution prolétarienne à l'ordre du jour.

La plupart des militants de base du PC restaient des communistes sincères. Si Trotsky avait dès 1933 mis une croix sur la possibilité de redresser sa direction dans la voie révolutionnaire, en revanche il milita jusqu'au bout avec l'espoir de gagner les militants ouvriers de ce parti. Quelques mois avant son assassinat, en 1940,

à propos des communistes français, il écrivait encore : « *Nous ne devons pas nous laisser entraîner par les antipathies de nos réactions morales. Les attaquants de la maison de Trotsky sont eux-mêmes des gens courageux. Je crois que nous pouvons espérer gagner ces ouvriers qui ont commencé à fixer leurs opinions politiques sur la base de la révolution d'Octobre. Nous devons dresser la base contre le sommet. La bande de Moscou, pour nous, ce sont des gangsters, mais les militants de base, eux, ne se tiennent pas pour des gangsters, mais pour des révolutionnaires. Ils ont été gravement intoxiqués. Si nous savons montrer que nous les comprenons, que nous parlons leur langue, nous pourrons les retourner contre leurs dirigeants.* »

Cet espoir ne s'est pas concrétisé. La question de la direction révolutionnaire n'a pas été résolue, mais cette période a témoigné de la capacité de la classe ouvrière à faire surgir de son sein des femmes et des hommes qui seront capables de prendre le relais et de renouer avec le combat communiste.

Bibliographie

Quelques ouvrages historiques

Barzman (John), *Mouvements sociaux et cultures militantes au Havre 1912-1923*, PURH, 1997.

Becker (Jean-Jacques) et Bernstein (Serge), *Victoire et frustrations*, Seuil, 1990.

Brunet (Jean-Paul), *Saint-Denis, ville rouge*, Hachette, 1980.

Dürr (Aurélien), *Albert Treint : itinéraire politique (1914-1939)*. Thèse consultable aux archives départementale de Bobigny et au Cermtri.

Robrieux (Philippe), *Histoire intérieure du Parti communiste*, tome I, (1920-1945), Fayard, 1980.

Schweitzer (Sylvie) et Depretto (Jean-Paul), *Le communisme à l'usine, vie ouvrière et mouvement ouvrier chez Renault (1920-1939)*, EDIRES, 1984.

Documents et témoignages

Les cahiers du Cermtri, notamment les n^{os} 137 et 145.

Humbert-Droz (Jules), *L'œil de Moscou à Paris*, Julliard, 1964.

Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, Librairie du Travail, 1934.

Monatte (Pierre), *Trois scissions syndicales*, Les éditions ouvrières, 1958, consultable au Cermtri.

Rosmer (Alfred), *Moscou sous Lénine*, éditions Pierre Horay, 1953, réédité par Les Bons Caractères.

Trotsky (Léon), *Le mouvement communiste en France (1915-1939)*, Éditions de minuit, 1967.

Table des matières

Introduction 3

Première partie
Le contexte dans lequel s'est formé le Parti communiste français

Avant 1914 9
La Première Guerre mondiale 15
La Révolution russe 19

Deuxième partie
Un parti né sous le signe de la Révolution russe

1921-1922 : les débuts du PC français 27
1923 : l'essor militant du PC français 47

Troisième partie
Vers un parti stalinien

1924-1925 : La bolchevisation du PC français 61
1926-1927 : un cours droitier qui heurte les sentiments communistes de la base 81
1928-1933 : le PC français achève sa transformation en parti stalinien 99
Conclusion 119